

# **RAPPORT: RÉUNION DE STREETNET INTERNATIONAL SUR NÉGOCIATION COLLECTIVE DANS L'ÉCONOMIE INFORMELLE ET LOIS ET STRATÉGIES DE LITIGE DANS LE SECTEUR DES VENDEURS ET VENDEUSES DE LA RUE**

*Hotel Royal Saly, Sénégal, 26-30 mars 2007*

Organisé par les affiliées de StreetNet en Senegal:

- **CNTS (Confédération Nationale des Travailleurs du Sénégal)**
- **SUDEMS (Syndicat Unique et Démocratique des Mareyeurs du Sénégal)**

## **NÉGOCIATION COLLECTIVE DANS L'ÉCONOMIE INFORMELLE**

### **Introductions:**

Voir la liste des participants (Annexe A)

Les participants se sont introduis deux à deux, et chaque participant a introduis son partenaire à la réunion. Les participants ont exprimé les attentes suivantes de la réunion:

- de gagner une large connaissance de lois affectants les vendeurs de rue, et stratégies de représentation des organisations de l'économie informelle dans différents pays;
- d'apprendre plus à propos de la négociation collective;
- d'échanger les expériences avec les participants de différents pays;
- de faire les liens avec les commerçants de différents pays;
- de comprendre les droits et les responsabilités des travailleurs dans l'économie informelle;
- d'ouvrir le potentiel pour le travail décent dans l'économie informelle;
- d'amener les résolutions aux pays natals.

### **Défis résultés de problèmes des négociations et représentation de travailleurs dans l'économie informelle**

#### **Les problèmes que les vendeurs de rue et les autres travailleurs dans l'économie informelle rencontrent:**

- Pauvreté;

- Remplir la place publique;
- Expulsions de la place publique;
- Arrêtés municipaux oppressifs;
- Manque de tolérance et compréhension par les autorités;
- Intrusion politique;
- Conflits causés par les tactiques de "diviser pour régner";
- Refus du Conseil d'enregistrer les associations des vendeurs de rue;
- Harcellement de leaders des représentants des organisations;
- Manque de stabilité financière;
- Manque de l'aide sociale et de la protection sociale;
- Négligence des besoins des femmes vendeuses.

### **Problèmes rencontrés dans la représentation collective de membres dans l'économie informelle:**

- Pas de la structure légale;
- Pas des forums institutionnels pour les négociations;
- Manque de continuité dans les structures du Conseil (pas des suivis après changements);
- Manque de la disponibilité des leaders (répugnance de prendre le temps libre pour peur de perte de revenu);
- Difficile à supporter la confiance des membres.

### **Causes internes des problèmes de négociation collective:**

- Difficile à supporter les organisations représentatives et régler le frais d'adhésion;
- Ignorance des droits et responsabilités par les commerçants informels;
- Inalphabétisation et manque d'information;
- Manque d'unité parmi les vendeurs de rue et les commerçants informels;
- Structures organisationnelles faible;
- Manque de pratique démocratique dans les organisations;
- Manque de communication entre les leaders et membres des organisations;
- Manque de transparence et responsabilité de la part de leaders;
- Intérêt personnel et manque d'engagement de leaders;
- Stratégies à court terme dans les organisations.

### **Causes Externes des problèmes de négociation collective:**

- Pas de relation entre employeur et employé;

- Manque de reconnaissance et protection des droits dans la loi;
- Les règlements criminalisant l'occupation de place publique;
- Pénurie de la main-d'oeuvre par les autorités publiques;
- Difficile à obtenir l'accès aux autorités;
- Attitude sociale envers les femmes et envers l'économie informelle;
- Manque d'intérêt par les syndicats du secteurs formels dans l'économie informelle;
- Corruption;
- Manipulation politique;
- Manque de capacité par l'administration locale d'exécuter le contrôle;
- Manque de continuité dans l'administration locale après les changements politiques et structurels;
- Intrusion entre les niveaux différents de gouvernement.

**Jour2** (mardi le 27 mars)

## **Présentations sur la Négociation Collective dans l'Économie Informelle**

### **1. Lameck Kashiwa**

Les stratégies de la négociation collective d'AZIEA avec le gouvernement national et l'administration locale de la Zambie (Annexe B)

Cette présentation a montrée l'importance des vendeurs de rue et au marché étant organisés et parlés avec une seule voix. Elle a aussi soulevée les affaires autour de la relation entre les vendeurs de rue et au marché, et quels sont les droits qui doivent être proposés sur le paiement d'impôts de marché. Les participants étaient intéressés de savoir plus à propos des cours *fast-tract* en Zambie, et si ceux-ci peuvent être utilisés dans une voie positive par l'organisation. L'intention de ces cours était d'avancer le processus de "justice" mais elle était contre les commerçants informels. Les gens sont jugés et condamnés dans 30 minutes. Les peines inclues service communautaire pour 6 mois. Il en résulte que, ces cours existent seulement à Lusaka - il été difficile de les établir dans la région de *Copper Belt* où l'organisation est trop forte.

AZIEA voit le Projet de Loi comme une victoire, mais est en train de lutter pour l'amélioration avant la promulgation. Ce Projet de loi donne beaucoup de pouvoirs au Ministre - mais reconnaît les droits des organisations et élu ses propre leaders, donne droits aux (*marketers*) marchands de créer leurs propre marchés et reconnaît les vendeurs de rue. Le Principe est l'Autonomie

avec les Comités Administratifs consistant des *marketeers* avec les représentants venant des autres groupes d'intérêt tels que l'administration locale et les conseils de consommation. Les impôts de marché sont supposés être réinvesties dans les services pour les *marketers*. AZIEA est en train de lutter pour les marchés bien en ordre (par ex. fermeture de rues) et ont fait une nouvelle soumission au gouvernement sur ce projet de loi.

## **2. Poornima Chikarmane**

Les forums de négociation tripartite dans le secteur informel de porteur sur la tête en Inde (Annexe C).

Dans ce secteur marginalisé et méconnu, il faut une pensée créative. Les ramasseurs de chiffons/d'ordures se sont organisés et ont fait une recherche afin de montrer comment ils sauvent la ville en transportant les déchets, en même temps que les intérêts de soins médicaux - puis ils ont demandé l'assurance médicale dont on s'était convenue (même s'ils n'étaient pas reconnus formellement.) Ils ont réussi à recruter le soutien des citoyens et des consommateurs pour leurs demandes. Ils ont un engagement assez fort au *Satyagraha*- méthodes de lutte pacifiste.

Les Comités Tripartite couvrent "les porteurs sur la tête et d'autres travailleurs non-protégés" ainsi les vendeurs de rue peuvent être couverts en pratique. La responsabilité pour payer les impôts pour les travailleurs personnels est avec eux-même. KKPK est en train de faire pression pour la planification urbaine de regarder aux besoins de milieu urbain pauvre - donc elle a négocié pour un milieu faucon - et a loué des places comme un projet d'engendrement personnel d'être capable d'utiliser le revenu afin d'obtenir plus de terre pour les autres vendeurs.

## **3. Choi In-Gi**

Négociation Collective comme un moyen de profits consolidés fait comme un résultat des luttes en masse des vendeurs de rue (Annexe D)

KOSC a une stratégie de mobilisation et solidarité-mais il y a un problème des accords non signés. Les participants ont proposés qu'ils devraient faire leur propre rapports et avoir les comptes rendus signés avec n'importe que ce soit qu'on s'est convenue sur, puis le traité comme un accord signé. Un autre moyen d'obtenir le respect pour les accords est d'utiliser le média de publier ce qu'on s'est convenue sur.

## **4. Manali Shah**

Les stratégies de la négociation collective de SEWA en ce qui concerne les vendeurs de rue ( Annexe E )

SEWA a décidée de changer leur stratégie en reponse à un nouveau approche d'Ahmedabad de "méga-city" - pas plus de proactif et moins de reactif. Ils pensent seulement maintenant sur l'exécution de la Politique Nationale sur la Vente sur la Rue en Inde - utilisant les Comités de Marché.

**Jour 3** (mercredi le 28 mars)

Les éléments de base des négociations aux différents niveaux et forums.

Les registres étaient développés en groupes identifiant les demandes, les associations partenaires et un niveau approprié de négociation pour les différentes affaires qui doivent être négociées par les travailleurs dans l'économie informelle (Annexe F)

### **Négociation Collective comme une pratique démocratique**

La liste suivante de "Faire" et "Ne pas Faire" était développée par les participants, basés sur leurs expériences antérieures:

<b>Faire</b>	<b>Ne pas Faire</b>
1. Comité électoral des négociateurs au préalable.	1. Quitter le mandat des members.
2. Préparer ce que tu va dire.	2. Donner des faux messages.
3. Favoriser le dialogue.	3. Ne pas respecter les autorités.
4. Rester loyal au mandat.	4. Adopter une position inflexible.
5. Méthodes calme.	5. Aller seule aux négociations.
6. Avoir les accords en écrits.	6. Amasser l'information à soi-meme.
7. Rencontrer les membres à l'avance d'avoir le mandat.	7. Minimiser les propositions de mandat.
8. Respecter les procedures de reunion.	

<p>9. Etre ferme.</p> <p>10. Donner le rapport aux membres.</p> <p>11. Tous les membres ont la responsabilité d'être partie de prise de decision.</p> <p>12. Tous les membres ont accès à l'information</p> <p>13. Éviter la corruption.</p> <p>14. Organiser les réunions générales régulières afin de donner les rapports d'activité.</p> <p>15. Impliquer les membres en supportant l'action de masse.</p> <p>16. Faire impliquer les membres dans les activités supplémentaires telles que faire pressions sur les conseillers.</p> <p>17. Transparence avec une collection de fonds quelconque-les comptes réguliers aux membres.</p> <p>18. Prendre l'occasion de faiblesses des associations partenaires.</p> <p>19. Écouter bien.</p> <p>20. Garder le temps.</p> <p>21. Soulever le mandat en cas de doutes.</p>	<p>8. Etre faible.</p> <p>9. Utiliser les méthodes violentes.</p> <p>10. Choisir avec qui faut il travailler.</p> <p>11. Imposer les opinions individuelles.</p> <p>12. Aller dans les négociations sans stratégie.</p> <p>13. Aller aux négociations sans l'accord des tous les vendeurs de rue.</p> <p>14. Vendre les mandats à ou traiter une affaire sur.</p> <p>15. Accepter les pratiques de corruption.</p> <p>16. Faire des fauses promesses.</p> <p>17. Négocier pour son intérêt personnel.</p> <p>18. Permettre l'autre côté de vous diviser.</p> <p>19. Changer les demandes sans mandat</p> <p>20. Menacer une autre partie.</p> <p>21. Négocier sous l'influence d'alcool.</p> <p>22. Accepter les accords verbaux.</p>
---	---

## **Renforcer la négociation collective avec des tactiques de pression**

Un drama représentant l'occupation des bureaux de municipalité par un groupe des vendeurs de rue était joué par un groupe des participants, suivi de discussion et critique.

### **CRITIQUE NÉGATIVE**

- Les vendeurs étaient trop agressifs avec les fonctionnaires du Conseil qui étaient fait conciliateurs.
- Les vendeurs étaient trop impatient, espérant des réponses immediate.
- Les vendeurs étaient indisciplinés et irrespectueux aux fonctionnaires du Conseil.
- L'équipe de négociation n'avait pas bien motivée leur petition, ils l'ont seulement présenté.
- Les demandes des vendeurs ont changées à mi-flot (initialement demandant les sites de vente - ceci a changé de demander une annulation d'augmentation unilatérale d'impôt du Conseil.

### **CRITIQUE POSITIVE**

- La maire était très passionné aux vendeurs (d'un côté, ceci a indiqué qu'elle se souvenait qu'elle avait l'envue de leurs voix - de l'autre côté c'était irréaliste).
- Les vendeurs étaient braves en resistant le harcellement de police.
- Une bonne action spontanee par les vendeurs en marchant au bureau de la maire.
- Les membres s'asseoyaient en dehors du bureau de la maire pendant que leurs leaders négociés à l'interieur c'était une pression efficace qui a abouti a obtenir l'accord.
- Les vendeurs étaient prudent d'assurer qu'ils aient un accord écrit.

En fin de compte il avait des consensus que les organisations des vendeurs doivent toujours promouvoir le dialogue. Ceci signifie écouter attentivement à ce que le gouvernement dise quand ils sont fait conciliateurs. Mais quand ils refusent de négocier, alors des tactiques de pression sont utilisés, telles que:

- refus collective de paiement de taxe ou d'impôt;
- occupation des bureaux du Conseil;
- média et publicité de presse;

- litige dans les cours locales ou Cours Suprêmes.

## **LOIS ET STRATÉGIES DE LITIGE DANS LE SECTEUR DES VENDEURS ET VENDEUSES DE LA RUE**

**Jour4** (*jeudi le 29 mars*)

**Présentation par Arbind Singh** sur le Système Judiciaire en Inde.

Le niveau de l'État de législation qui existe en Inde (entre niveau national et niveau municipal) crée un niveau supplémentaire de confusion comparé aux autres pays Africains.

**Comment peut l'usage de loi aider les vendeurs de rue de continuer nos droits?**

cette discussion a produit les réponses suivantes:

**Sénégal:** pas encore la loi qui aide les vendeurs, mais les mareyeurs ont présenté une loi provisoire auprès du Président dont ils espèrent sera passée.

**Uganda:** approché le Ministre de protéger leurs droits.

**Kenya:** Les vendeurs de rue de Nairobi ont utilisé la pression de ne pas payer les impôts pour deux semaines, après quoi le Conseil a accepté de fournir les facilités de nettoyage et l'eau, avec le soutien des autorités provinciales.

**Zimbabwe:** Quand le gouvernement a réalisé que les commerçants informels étaient devenus partie du mouvement de travail, ils ont commencé à se référer à eux comme un groupe politique, qui les causait des problèmes. Puis ils ont invoqué *l'Opération Murambatsvina* et ils ont distribué leurs terres aux partisans de ZANU. L'action de masse impliquant les fonctionnaires et d'autres groupes d'intérêt est planifiée pour les changements législatifs (telle que réforme de la Constitution du pays à Lancaster House).

**Zambie:** Nouveau Projet de Loi du marché reconnaissant l'autonomie de marché par les associations des marketeers. ZANAMA a utilisé les cours afin d'annuler l'augmentation d'impôt sous prétexte que le Conseil ne fournit pas des services aux marchés comme demandé par la loi (60%). Le Président a intervenu, il en résulte qu'ils ont atteint deux victoires- respect pour la politique décentralisée, annulation de l'augmentation d'impôt et la création

d'un détachement spécial. Ceci a amélioré la situation légale des commerçants informels Zambiens.

**Zambie:** Tarifs douaniers excessifs vis-à-vis au commerçants transfrontaliers. Les leaders utilisaient la loi afin de négocier avec *Zambia Revenue Authority* d'abaisser les tarifs. Ils attendaient trop pour avoir l'autorisation des marchandises - mais ils ont négocié avec les fonctionnaires douaniers de réduire ceci.

**Inde:** Le cas célèbre de Manek Chowk impliquant le membre de SEWA, Laxmiben ayant été battu par les autorités locales en 1988. Prise précipitée d'action légale après beaucoup d'années d'échec d'arriver aux résultats à travers les négociations. Aboutir à l'accord temponné pour 323 vendeurs de travailler dans le marché Manek Chowk, comme un droit constitutionnel fondamental.

**Bénin:** Népotisme dans l'affaire de distribution de place. Elle était résolue par délivrer des nouvelles cartes d'adhésion.

**Ghana:** Pas des lois pour les travailleurs informels et les transporteurs. Donc ils ont utilisé la pression (négociations, boycotter les impôts, pression de média) comme façon de résoudre les problèmes.

**Guinée:** En novembre 2006 la police a attaquée les vendeurs à leurs places de travail. Ils sont parti auprès du Président de la République, qui autorisa les femmes d'aller à la table de négociation, et elle ont retrouvé leurs places.

**Malawi:** L'intrusion des arrêtés municipaux avec le travail des commerçants informels, pas compatible avec les droits constitutionnels Malawiens aux moyens d'existence. Les vendeurs étaient expulsés en 2006. Pas des lois spécifiquement pour les travailleurs dans l'économie informelle. Mais ils utilisaient la loi afin d'organiser les travailleurs de l'économie informelle en faisant remarquer leurs droits constitutionnels.

**Népal:** Négocier avec la police et la mairie. Accord sur la vente pendant la nuit. Jusqu'ici leurs membres n'ont pas été arrêté pour des fautes ennuyeuses qui sont en rapport des "crimes". NEST n'a jamais défendu ses membres dans les cours de justice, donc ils n'ont jamais essayé les options légales.

**Mexique:** La nouvelle loi pour les vendeurs de rue promulguée en 1984 à Nuero Leon après beaucoup d'années de lutte. La vente sur la rue était permise pourvu qu'elle ne va pas troubler l'ordre public.

**Travail en groupe sur les niveaux différents de loi:** Il y a des niveaux différents de lois dans tous les pays: les arrêtés municipaux, Actes de Parlement (niveau Central et Éstatel, par ex. Acte de la Police dans chaque État) et la Constitution Nationale.

Les lois nationales contiennent généralement des droits constitutionaux pour les membres dans l'économie informelle, tels que les droits socio-économiques vis-à-vis aux moyens d'existence et de commerce. Il a été vu que le Malawi, le Kenya, la Zambie, et l'Inde ont des provisions similaires dans leurs constitutions (mais des provisions différentes sur l'Acte de la Police.) Le Sénégal était vu d'avoir une différente constitution légale (où ils ont des Décrets, mais rien ne couvre les vendeurs de rue) et le Zimbabwe (où ils ont des lois, mais qui ne couvrent pas les vendeurs de rue.) Au Bénin il y a une loi de l'État pour l'officialisation de l'économie informelle, et les lois de l'État à propos de l'emploi de place publique en plus de lois locales. La Constitution du Sénégal donne le droit de travail, et règle le commerce, mais la législation locale interdit l'empiètement de rues. En Corée aussi la loi interdit la vente sur la rue ou l'empiètement de rues.

Les vendeurs sont partout affectés par les lois municipales. Les participants de tous les pays ont les mêmes problèmes dans ce propos. En Inde, certains vendeurs de rue utilisent les reçus des amendes qu'ils ont payés pendant les années comme preuve de leurs existence comme des vendeurs de rue pendant une période de temps (faute des statistiques du travail) - c'est l'unique preuve officielle de leur travail. Dans certains pays il y a des décrets (ministériels) nationaux selon lesquels l'état intervient, ou les Décrets de l'Application de Lois par ex. régler le commerce.

Les dirigeants des organisations des vendeurs de rue doivent savoir les politiques, lois et constitution, et comparer avec d'autres pays. Les stratégies efficaces doivent faire pressions sur les MPs (au niveau central et éstatel) et les Conseillers. Si ceci échoue nous déposons le cas aux cours de justice.

**Travail en groupe sur comment faire la loi comprise pour les membres des organisations:** Organiser les vendeurs de rue et puis les sensibiliser à propos de lois et leurs droits comme citoyens. La loi n'est seulement pour les juristes, mais pour tous les citoyens. Chacun a besoin de savoir la loi afin d'éviter être un victime de la loi. L'ignorance de la loi n'est pas une excuse. Par conséquent les vendeurs de rue (comme tous les citoyens) ont besoin de savoir la loi autant que possible.

Les organisations devraient avoir le conseil à partir des avocats et des syndicats, et conduire la formation légale sur la connaissance de loi. Les

avocats en faveur des droits de pauvre peuvent être invités de faire les présentations aux vendeurs de rue. L'éducation légale devrait faire le détail des aspects positifs et négatifs de lois. La formation devrait impliquer aussi les officiers de la police. Les vendeurs de rue devraient aussi être encouragés d'assister aux scéances de Parlement quand on discute la législation.

Les forums publiques, forums de la TV et radio à propos de la loi peuvent être organisés pour les avocats, vendeurs de rue et les dirigeants de leur organisation. Le média devrait aussi être utilisé de créer la connaissance parmi les vendeurs de rue à propos de lois. Organiser les membres afin de respecter la loi, pendant qu'on renforce l'organisation sur terre.

**Jour 5** (*vendredi le 30 mars*)

### **Travail en groupe sur comment faire nos stratégies de litige tous les membres compris**

- Prendre les cas selon la nécessité
- Aux membres de décider à propos d'instituer le litige
- Les documentations d'être distribuées aux membres à propos de cas.
- Les conseils doivent être pris à partir de membres sur base régulière.
- Essayer d'avoir les injonctions (jugements provisoires) pour les secours provisoires.
- Décisions d'accepter les cas d'être discuté avant tout avec les membres, y compris les implications.
- Défendre les actions de cour de justice contre nous, et avoir les opinions des membres à propos de comment le faire.
- Échec de consulter peut causer les problèmes avec l'adhésion de base, surtout quand nous perdons les cas - quelque fois les coûts sont accordés contre nous.
- Impliquer les membres dans les arguments afin de les utiliser dans les cas, les instructions des avocats.
- Amener les membres aux réunions avec les avocats.
- Les réunions générales régulières pour les rapports d'activer.
- Faire les membres assister aux audiences, dans le but de montrer le soutien populaire pour les cas.
- Parquer les cours avec les membres.
- Faire les membres donner les témoignages dans la cour.
- Publier les jugements.
- Essayer d'éviter les long processus traînés.

- Aux membres d'assister aux audiences en masse- ceci fait l'impacte pendant le jugement, donne impression au juge à l'effet potentiel d'un jugement contre les membres (fait le juge de penser deux fois avant de prendre une décision.)
- Convoquer des scéances d'information d'informer les membres à propos de litige en processus.
- Consulter les membres en dehors de la cour à propos d'accords, et à propos de termes de ces accords.
- Collectionner les fonds pour ces stratégies dans une manière très transparente, c-à-d.
  - il doit y avoir un budget approuvé;
  - les reçus doivent être donnés pour n'importe quelle somme collectionnée;
  - il doit y avoir un comptable disigné qui donne des rapports reguliers;
  - tous paiements doivent avoir les documents d'appuis;
  - les rapports reguliers doivent être distribués aux membres à propos du progrès du cas en même temps que la dépense et le revenu.
- Faire circuler les brochures résumant les points principaux pour une information concise aux membres.
- Impliquer les membres dans tous les stages de prise de décisions à propos de stratégies de litige.
- Impliquer les membres en cas de conflit.
- Organiser les assemblées générales, le dialogue, publicité de presse.
- Assurer la discipline parmi les membres - conforme aux règles et lois.
- Les dirigeants doivent être vu faire des actions positives afin de gagner la confiance de membres.

### **Aspect Légal:**

Pendant qu'on s'engage dans l'activisme de litige selon ses instructions générales de l'inclusivité, les organisations devraient au même moment:

- lutter pour les amendements de lois existantes;
- lutter contre les mauvaises lois ou les provisions légales.

### **Comparaisons des pays et avoir promulgation des meilleurs lois:**

NUEVO LEON, MEXIQUE: Une loi à été introduite pour le règlement de vente sur la rue dans l'État de Nuevo Leon, Mexique. Cette loi couvre la vente fixe

en même temps que la vente mobile et le travail informel, elle définit leurs droits et obligations, et connaît les associations auxquelles ils appartiennent. La loi a établi un forum de négociation consistant des associations des vendeurs en plus d'autres groupes d'intérêts - et le Conseil est obligé de régler le commerce informel en consultation avec ce forum statutaire.

Maintenant qu'ils ont cette loi pour le règlement du commerce informel, ils s'organisent pour la création d'une aide sociale pour les vendeurs de rue et les commerçants informels - mais ceci doit être fait au niveau national.

**INDE:** En Inde il y a une Politique Nationale sur la Vente sur la Rue, qui spécifie les droits des vendeurs de rue. NASVI (*National Alliance of Street Vendors of India*) assiste les organisations des vendeurs de rue dans des différents États de l'Inde afin d'organiser pour la réforme des lois Étatales. Ils ont aussi centré sur promouvoir la réforme de l'Acte de la Police et de Codes Penales qui sont utilisés partout contre les vendeurs de rue, et faire avoir les droits fondamentaux contenus dans la constitution nationale, applicable aux droits des vendeurs de rue, d'être spécifiés dans les lois. Ils sont en train de faire pressions sur pour une loi sur-achevée spécifiquement sur la vente sur la rue, avec la préséance au dessus d'autre législation.

NASVI collectionne les jugements ayant rapport aux vendeurs de rue, et les garde dans leur Centre de Documentation pour qu'ils soient facilement disponible. Ils produisent aussi les documents légaux qui sont facile à comprendre, et ils ont traduit la Politique Nationale sur la Vente sur la Rue dans les langues indigènes de l'Inde. Ils donnent aux membres de leurs organisations affiliées des copies de nos rapports de cours et les jugements, et ils publient les résultats de leur litige dans le média public.

NASVI s'est engagée avec les avocats dans des différents États de l'Inde qui sont devenus familiers avec la façon dont les lois affectent les vendeurs de rue. D'habitude ils identifient les avocats en faveurs des pauvres et droits de l'homme afin de travailler avec, et ils les invitent aux ateliers et réunions à propos de problèmes des vendeurs de rue, les envoient tous les matériaux de NASVI, et même les invitent de s'adhérer avec NASVI.

### **ÉLÉMENTS REQUIS DANS LES NOUVELLES LOIS:**

Les organisations participantes ont résolues de lutter pour l'adoption de nouvelles lois, ou réforme des lois existantes, contenant les éléments suivants:

- reconnaissance des travailleurs informels (tels que les vendeurs de rue) comme les travailleurs, et reconnaître leurs places de travail (par ex. les rues) comme leurs places de travail;
- spécification des droits constitutionnels de base des travailleurs de l'économie informelle (tels que les vendeurs de rue) qui sont protégés selon cette loi;
- reconnaissance formelle des organisations des travailleurs dans l'économie informelle choisies librement.
- représentation statutaire des travailleurs dans l'économie informelle au niveau du Conseil Local et au niveau National/Parlementaire;
- procédures formelles de discussion d'être invoquées quand les négociations dans des forums statutaires arrivent à la date limite;
- des définitions claires du rôle des différents Ministères nationaux en rapport aux travailleurs dans l'économie informels;
- système de protection sociale pour les travailleurs de l'économie informelle (tels vendeurs de rue).

### **Développer l'exemplaire des stratégies de litige pour chaque pays:**

Comme un exercice final, tous les participants ont préparé une stratégie de litige d'être pris à leurs organisations et discuté pour l'exécution. Dans trois mois (c-à-d. avant fin juin 2007) tous les participants se sont convenus d'envoyer les rapports des activités à la StreetNet à propos d'où sont ils dans l'exécution de leurs stratégies. Ceux-ci seront représentées au Second Congrès de StreetNet International qui est prévu d'avoir lieu au Brésil en août 2007, comme un rapport de suivi sur la réunion internationale.

### **Conclusions** (voir Annexe G)

## Annexe A

### Liste Participants

<b>PRENOMS ET NOM</b>		<b>Organisation</b>	<b>PAYS</b>
<b>Manali Shah</b>	<b>F</b>	<b>SEWA</b>	<b>Ahmedabad, India</b>
<b>Lameck Kashiwa</b>	<b>M</b>	<b>AZIEA</b>	<b>Ndola, Zambia</b>
<b>Poornima Chikarmane</b>	<b>F</b>	<b>KKPK</b>	<b>Pune, India</b>
<b>Choi In-Gi</b>	<b>M</b>	<b>KOSC</b>	<b>Seoul, Korea</b>
<b>Arbind Singh</b>	<b>M</b>	<b>NASVI</b>	<b>Patna, India</b>
<b>Florence Lushika</b>	<b>F</b>	<b>AZIEA</b>	<b>Ndola, Zambia</b>
<b>Madeleine Tounkara</b>	<b>F</b>	<b>CNTG</b>	<b>Conakry, Guinee</b>
<b>Sandra Flores Jimenez</b>	<b>F</b>	<b>CTCP</b>	<b>Managua, Nicaragua</b>
<b>Gilberto Vazquez Muro</b>	<b>M</b>	<b>CROC</b>	<b>Mexico City</b>
<b>Peter Okello</b>	<b>M</b>	<b>KENASVIT</b>	<b>Nairobi, Kenya</b>
<b>Mwanda Chiwambala</b>	<b>M</b>	<b>MUFIS</b>	<b>Blantyre, Malawi</b>
<b>Jyotsna Rani Mishra</b>	<b>F</b>	<b>NASVI</b>	<b>Kolkata, India</b>
<b>Narayan Prasad Neupane</b>	<b>M</b>	<b>NEST</b>	<b>Kathmandu, Nepal</b>
<b>Kayongo Godfrey Nkaja</b>	<b>M</b>	<b>NUIEWO</b>	<b>Kampala, Uganda</b>
<b>Juliana Brown-Afari</b>	<b>F</b>	<b>StreetNet Ghana</b>	<b>Accra, Ghana</b>
<b>AbohChodaton Anastasie</b>	<b>F</b>	<b>SYNAVAMAB</b>	<b>Cotonou, Benin</b>
<b>Clarisse Gnahoui</b>	<b>F</b>	<b>USYNVEPID</b>	<b>Cotonou, Benin</b>
<b>Egnesi Zinyama</b>	<b>F</b>	<b>ZCIEA</b>	<b>Harare, Zimbabwe</b>
<b>Pat Horn</b>	<b>F</b>	<b>StreetNet Coord</b>	<b>Durban, South Africa</b>
<b>Nozipho Lembethe</b>	<b>F</b>	<b>StreetNet Admin</b>	<b>Durban, South Africa</b>
<b>Seyni Mané NDIAYE</b>		<b>CNTS Senegal</b>	
<b>Ngoné THIOUNE</b>		<b>CNTS</b>	
<b>Fatou THIOUNE</b>		<b>CNTS</b>	
<b>Annie DIOUF</b>		<b>CNTS</b>	
<b>Awa Sow</b>		<b>CNTS</b>	

<b>MARONE</b>	
<b>Fatou BA</b>	<b>CNTS</b>
<b>Aminata SIDIBE</b>	<b>CNTS</b>
<b>Sophie NDIAYE</b>	<b>CNTS</b>

01	Ibrahima DIA	SUDEMS Senegal
02	Souleymane FALL	SUDEMS
03	Fatou DIOP	SUDEMS
04	Aïssatou NDONG	SUDEMS
05	Mame Coumba SOW	SUDEMS
06	Soda NGOM	SUDEMS
07	Christiane TABAR	SUDEMS

### **LISTE DES TRADUCTEURS**

<b>N°</b>	<b>PRENOMS ET NOM</b>	
01	Madame SOUANE	Interprete Coréenne
02	Amadou BADIANE	Interprete Hindi
03	Aïssatou DIEYE	Interprete Espagnol
04	Aïssatou DIOP	Interprete Anglais
05	Septieme AKIBODE	Technicien materiel

### **LISTE DE L'ENCADREMENT**

<b>N°</b>	<b>PRENOMS ET NOM</b>	
01	Fatoumatou Bintou Yafa Mangara	CNTS Senegal
02	Mamadou FALL	SUDEMS Senegal
03	Saliou NDIAYE	CNTS Senegal

### **LISTE DES FACILITATEURS**

<b>N°</b>	<b>PRENOMS ET NOM</b>	
01	ElHadji MBENGUE	CNTS Senegal
02	Papa Badièye NGOM	SUDEMS Senegal

## Annexe B

# Stratégie de Négociation Collective d'AZIEA: L'EXPÉRIENCE ZAMBIENE

Par Mr. Kashiwa Lameck – Secrétaire Général – Alliance for Zambia Informal Economy Association (AZIEA)

### A. Introduction:

Je m'appelle Kashiwa Lameck, Secrétaire Général de "Alliance for Zambia Informal Economy Associations", actuellement avec 13 associations d'économie informelle affiliées. Je suis aussi membre du conseil du Comité International de StreetNet International.

Personnellement, j'ai été impliqué dans l'économie informelle comme un commerçant au marché pour 20 ans passés ainsi je travaillais pour les mines pour 12 ans; et j'étais retransché en 2000.

J'ai été invité de faire une présentation sur: "*Stratégie de la Négociation Collective d'AZIEA.*"

### B. Ma présentation est structurée autour de sujets suivants:

1. Dans la première partie, je veux tracer les évolutions du phénomène de l'économie informelle en Zambie. En donnant cette histoire perspective brève, j'essayerais de lier le développement de l'économie informelle à la chance ou en fait, la malchance de l'économie informelle de la Zambie dans l'ensemble. On fera la discussion sous le contexte socio-économique en Zambie ça c'est pour que les participants comprennent l'état de l'économie Zambienne et comment nous sommes arrivés là où nous sommes aujourd'hui.
2. Dans la seconde partie de ma présentation je veux discuter avec vous certains caractéristiques saillant de l'économie informelle – et les conditions et les contraintes que les travailleurs de l'économie informelle sont forcés de lutter avec dans leurs luttes journalières pour gagner la vie. Finalement, puis je regarderais le *prognosis* ou le chemin en avant dans cet effort noble d'organiser les travailleurs dans l'économie informelle et de contribuer pour soulever la vie de notre peuple en Zambie.
3. **Contexte Socio-économique de l'Économie Informelle en Zambie:** En discutant le concept et le phénomène de l'économie

informelle, permettez-moi si j'ignore les conventions académiques. J'éviterais les polémiques académiques et essayerais de traiter plus avec les affaires pragmatiques.

Comme on se rends parfaitement compte que, le concepte du secteur informel – et maintenant économie informelle – était devenu populaire vers les années '70 sous l'étude du Programme d'Emploi d'OIT au Ghana et au Kenya (WEP). A ce moment là il était remarqué et reconnu que le problème social principal dans beaucoup des pays en voie de développement n'était pas le chômage, mais;

***“L'existence de pauvres travailleurs luttant pour produire les biens et les services sans que leurs activités soient reconnues, enregistrées ou protégées par les autorités publiques.”***

Selon cette notion, l'économie informelle était prise pour couvrir les activités d'engendrement de revenu à petite échelle, qui se passent en dehors de la structure réglementaire officielle.

Ces activités ne sont nécessairement pas exécutées avec l'intention délibérée d'échapper le paiement aux taxes ou aux contributions de sécurité sociale ou d'enfreindre n'importe quelle autre inscription ou provisions administratives. Nous devons et allons continuer à débattre sur ça;

***“Il n'est pas assez beaucoup que les pauvres violent la loi mais la loi les ignore.”***

4. Cette illégalité apparente se présente surtout parce que ces opérateurs de l'économie informelle qui en fait s'aventurent uniquement dans ces activités, comme une stratégie de survivre laquelle ne peut pas rassembler des grandes sommes d'argent requises pour l'inscription et autres logistiques administratives. Dans notre pays, la Zambie, le pauvre peut être un opérateur qui ne demande que moins de \$200 d'avoir l'accès au business qui demande la licence, et qui est enregistré par les autorités. Ceci se fait dans le pays où la rémunération mensuelle est à peu près \$50.00! Ce sont ces coûts de transaction, le coût de légalité, qui sont surtout très haut et d'où prohibitifs! Nous débatterons davantage que le fait simple que certaines de ces activités se passent en dehors de la structure réglementaire formelle ne les fait pas être illégales. C'est simplement que ces activités ne sont pas réglées par l'État parce que les frontières de règlement d'État ne sont pas universelles mais provisoires. Elles varient d'état (province) à l'autre.

Dans ce "Household Budget Survey" (HBS) conduit par le "Central Statistics Office" (CSO), 1997) le Gouvernement Zambien (GRZ) définit l'économie informelle comme: **"Elle consiste de tous les cultivateurs, tous les travailleurs indépendants et tous les employés en Business sans licence et sans règlements."**

5. Comme tu peux être au courant qu'il y a la multiplicité de définitions et descriptions. D'un point de vue politique; nous pouvons débattre que quelques définitions sont plus utiles que les autres. Quelques gens actuellement ont débattu que la plupart de ces définitions ou de catégories descriptives sont, au mieux, des déclarations tautologiques. Etant complètement plein de vie à ce problème permettez-moi d'utiliser une autre définition et description de l'économie informelle comme il était suggéré par BIRCHALL (2001).

**"Ce sont les unités engagées en production des biens et des services avec les objectifs de base d'engendrer l'emploi et le revenu pour les personnes concernées."**

6. Je trouve cette définition plus supérieure parce qu'elle explique la logique économique derrière l'existence de l'économie informelle dans un contexte socio-économique. Les gens qui n'ont pas l'accès à l'emploi rémunéré formel trouvent les moyens de survivre en faisant le commerce dans des marchés locaux dans n'importe quel moyen possible. Par conséquent, travailler dans l'économie informelle c'est une décision rationnelle économique motivée par le besoin humain de survivre. C'est purement une stratégie de survie à laquelle les gens sont forcés d'avoir recours suite à des épreuves économiques.
7. En Zambie, et probablement dans la plupart aussi des autres pays, l'économie informelle et ses dynamiques ont de très proches corrélations aux chances ou malchances de l'économie principale. Alors que d'autres personnes ont débattu que l'urgence de l'économie informelle en Zambie peut être tirée derrière à la période coloniale et le développement de l'exploitation minière, l'économie enclavée surtout dans la région de ceinture de cuivre du pays, son augmentation et la prééminence se produisent avec l'arrivée du gouvernement de MMD au pouvoir de **"free marketers"** (marchands libres) qui ont commencé sur les ventes en gros mais dangereusement libéralisation naïve et réformes économiques de privatisation sous le rubric de ce qu'on a actuellement mis en doute au niveau international, SAP. Ceci a renouvelé l'importance de l'économie informelle est mieux illustré par le fait que le Gouvernement a établi ce qu'on appelle le Banc de Vendeurs au Parlement et a nommé un Ministre Adjoint d'être en

charge dans les affaires de Vendeurs de Rue et au Marché. Cette unité administrative était même repotée à comme le bureau du président, qui est devenu presque intouchable par l'autorité sauf par le président lui-même.

8. Les années '80 pourraient être dit avoir marquée le point retour dans les changes de l'économie du pays. Il y avait les manques de change et les devaluations monétaires sous l'instigation du FMI/Banque Mondial (SAP). Les manques de change ont conduit aux, entre autre, les manques des matières premières essentielles importées, les pièces de rechange pour continuer à rendre service au secteur de transformation. Il avait la capacité industrielle sous l'utilisation avec beaucoup de firmes qui opèrent aux bas niveaux de 30% de leur capacité économique.

Puis c'était le tour du nouveau phénomène de lutter de ce qu'on appel produits essentiels et la pente suivante de ce qui était décrit comme le "Black Market" (marché noir). En fait quelqu'un peut débattre que c'était le commencement du commerce transfrontalier et la globalization de l'économie informelle en Zambie.

### **C. Les Conditions/Contraintes Saillantes que les Travailleurs de l'Économie Informelle rencontrent en Zambie.**

9. Comme vous êtes au courant de, il y avait beaucoup d'enquêtes conduits sur les faits divers de l'Économie Informelle. Ces diverses études semblent être unanimes dans leurs conclusions sous les conditions et contraintes opérées par les travailleurs de l'Économie Informelle. En mettant ensemble les conclusions à partir de ces études (enquêtes), j'ai décidé de discuter seulement certaines conditions et contraintes, qui semblent avoir la pertinence actuelle dans notre économie en Zambie.
  - a. Manque de la Politique du gouvernement sur l'Économie Informelle et son développement;
  - b. Manque de l'Aide Sociale pour les travailleurs de l'Économie Informelle;
  - c. Manque de représentation dans le dialogue politique et prise de decision;
  - d. Le harcèlement continuel à partir des divers niveaux et types des autorités (les autorités locales, la Police, Zambian Revenue Authority, y compris les cadres de partis politiques qui sont au pouvoir.)

10. Concernant la politique du gouvernement, il ne semble pas être une structure politique comprehensive qui esquisse les buts des objectifs principaux du gouvernement etc vis à vis de cette économie. Ceci n'a pas résisté aux déclarations du gouvernement à propos de l'importance de l'Économie Informelle dans sa lutte contre le chômage et les niveaux élevés de la pauvreté dans notre pays.

Le manqué de la protection légale et droit à l'Aide Sociale est actuellement l'un de caractéristiques utilisés par le gouvernement pour définir les travailleurs de l'Économie Informelle "***Ce sont les employeurs et employés travaillant dans les entreprises du secteur privé avec moins de 5 employés et qui n'ont pas droit au congé payé et régime de l'aide sociale.***"

#### **D. Les Efforts de la Négociation Collective**

Nous avons une expérience diverse de négocier avec tous les deux le gouvernement central et l'administration locale sur les affaires diverses. Après avoir réaliser que nous étions en train d'échouer de faire pressions et convaincre le gouvernement de promulger les lois et formuler les politiques qui sont favorable aux travailleurs de l'économie informelle parcequ'on travaillait séparément et notre voix était faible. En octobre, 2001 nous avons pris l'initiative de former une *umbrella organisation* appelée "*Alliance for Zambia Informal Economie Association (AZIEA)*" pour renforcer notre voix de présentation.

Négocier avec le gouvernement central à travers le ministère de l'administration locale et habitation ce n'est pas systématique, mais il arrive que quand les affaires brûlant montent, et l'insistance de négociations est de changer les lois tel que l'acte de marché qui était passé par le gouvernement colonial Britanique, et qui a remplacé la structure de police amicable aux travailleurs de l'économie informelle avec le but de faire les travailleurs de l'économie informelle soient partie de la force reconnue, protégée, et représentée et jouir les 7 normes principaux de travail de l'OIT.

Au niveau du gouvernement central nous négocions avec le ministère de l'administration locale et habitation, et quelques fois demandons l'intervention soit du Vice Président ou du Président de la Republique lui-même.

#### **Au Niveau de l'Administration Locale:**

Nous négocions avec les conseillers, employé/e du bureau de la municipalité, les commandants de Police de l'État, (*Zambia Revenue Authority*, un agent

du gouvernement dont sa responsabilité est de collectionner les frais "Pay as You Earn" à partir des employés y compris les travailleurs informels) etc. Les affaires de négociation collective au niveau local sont autour des impôts, services comme collections d'ordures, sécurité et harcèlement.

L'une des difficultés de négociation tous les deux au niveau local et central c'est aussi les informalités de négociations, beaucoup de ces séances de négociation ne sont pas enregistrées parce que le forum n'est pas pris comme formel.

A la recherche des objectifs élargis d'AZIEA, nous avons entrepris les stratégies suivantes pour faire pousser les négociations avec les fonctionnaires ou département de l'administration locale et le gouvernement central.

### **Éducation:**

Pour que nos membres puissent apprécier et comprendre notre rôle comme une organisation, nous organisons des programmes d'éducation à travers les séminaires et formations concernant le rôle de l'association dans la société, rôles et responsabilités de membres dans l'organisation, les effets de lois et politiques concernant les Vendeurs de rue et au marché et les chemins et moyens de lutter pour l'abrogation de ces lois et politiques.

### **Les Réunions Publiques:**

- Nous organisons les réunions publiques pour constamment donner les instructions et mettre à jour les membres concernant les affaires de l'importance nationale.

Nous invitons les ministres de gouvernement, les membres du conseil pour venir expliquer et clarifier certaines affaires.

### **Faire Pressions sur et Actions Militaires:**

- Nous essayons mieux possible pour faire pressions sur les leaders que nous identifions être nos alliés tous les deux dans le gouvernement, les membres de Parlement, les Conseillers et les employés de bureau de la municipalité de se mettre à et supporter nos opinions concernant les affaires des travailleurs informels.
- Nous luttons pour les lois qui sont favorable à l'économie informelle et nous dénonçons n'importe quelle intention du gouvernement de

réprimer les droits de l'économie informelle et libertés comme les travailleurs.

### **Manifestations/Picketing:**

Nous faisons la manifestation dans des rues pour avoir la compassion du public et nous utilisons ces manifestations et picketing de ne pas payer les impôt du marché aux autorités locales comme un outil de forcer le gouvernement de venir à la table de négociation.

### **Injonction:**

Dans un instant, nous n'avions pas le choix sauf de chercher l'intervention du tribunal après avoir épuiser tous les canaux de processus de plainte comme les autorités locales semblent ne pas reviser sa décision sur l'augmentation des impôts (taxes) de marché.

### **Rencontrer les Fonctionnaires de Gouvernement:**

Nous essayons les mieux possible de se rencontrer avec les ministres, les secrétaires permanents, le Vice Président, et le Président de présenter notre opinion concernant les affaires qui nous affectent.

### **Les Cas gagnés:**

Dans notre lutte de changer la loi du conseil qui gouverne le commerce sur la rue et au marché nous avons réussi à faire pression au gouvernement de prendre le projet de loi au parlement pour amendements. Même si nous sommes en train de contester quelques propositions du projet de loi telle que la composition de l'organe du marché.

Pour un longtemps, nous avons réussi à faire abattre l'intention de conseillers tel que Luanshya et Mansa d'augmenter unilatéralement les impôts au moment où ils ont échoué de fournir les services.

Avec l'augmentation de notre visibilité, nous sommes maintenant capable d'obtenir l'audience à n'importe quel niveau et se rencontrer avec n'importe qui y compris le Président de l'État.

Nous avons créé un front uni qui pousse au gouvernement d'avoir la difficulté d'ignorer.

Compte tenu de notre forte intervention, *The Zambia Revenue Authority* a échoué de pénétrer les marchés et les rues pour avoir les frais "Pay as You Earn."

Nous sommes invités aux séminaires organisés par le gouvernement et concernant de s'asseoir avec le comité d'un corps spécial par ex. VIH/SIDA de District.

### **Cas qui n'ont pas réussi**

Nous avons échoué de faire pressions sur le gouvernement d'abolir le **fast tract court**.

Nous sommes encore en train de négocier à la merci de ceux qui sont au pouvoir. (Nous ne sommes pas soutenus pas par la loi.)

Finalement, la représentation dans le dialogue politique et prise de décision c'est l'une de conditions la plus frustrante. Des décisions et interventions importantes sont faites par ceux qui déclarent pour nos bien propre soit-disant avoir savoir ce qui est bon pour nous. Comme le proverbe dit: "**There shall be nothing for us without us**" (**Rien ne sera pour nous sans nous**).

De même AZIEA et WEAZ (*Workers Education Association of Zambia*) s'engagent actuellement dans le dialogue avec le mouvement de Syndicat national à travers le Congrès Zambien (ZCTU) d'établir les alliances stratégiques et monte avec des initiations stratégiques d'organiser les travailleurs dans l'économie informelle, de les éduquer et créer les niveaux d'études requis et la connaissance pour la solidarité. Par ex. AZIEA a accepté l'affiliation de ZCTU.

Harcellement de niveaux différents à partir du gouvernement et ses agences, arrêtes et detention de leaders en économie informelle et ses membres c'est une chose que nous vivons chaque jour. Le niveau de harcellement est donc inhumain et barbare à tel enseigne que le gouvernement a même établi ce qu'il appel **the Fast Tract Court** qui se trouve dans les locaux du Conseil Municipal de Lusaka et jusqu'ici plus de 200 vendeurs de rue ont été arrêté et poussé à la justice dont quelques un ont été condamnés à une amende et les autres incarcérés pour 2 à 6 mois juste parce que, ils veulent gagner la vie.

Nous avons les percepteurs (de revenu) de conseils locaux, *Zambia Revenue Authority*, y compris même les cadres de partis politiques au pouvoir. A ce moment nos membres sont harcelés parcequ'ils s'associent avec les partis

d'opposition. Nos membres perdent leurs marchandises à travers la confiscation et même volent ces gens.

Nous sommes forcés de payer les frais, coûts, impôts qui à la fin du jour cet argent ne sont pas même utilisés pour fournir services d'infrastructures à nos peuples.

L'unique moment que le gouvernement connaisse et apprécie les travailleurs de l'économie informelle est quand ils luttent politiquement contre les opposants et pendant les élections. Nos membres vulnérables sont donc utilisés comme instruments de violence et chaos par ces politiciens égoïstes pour leurs propres intérêts étroits (pour obtenir leurs positions politiques).

## **E. Conclusions:**

De ma courte présentation, j'espère que nous pouvons tirer des conclusions suivantes:

- i. Ainsi le phénomène de l'économie informelle est relativement récent, il s'est dirigé à la grande prééminence suivant l'exécution de mesures de vente en gros de SAP dans notre pays.
- ii. Ces exécuteurs de mesures de SAP ont résultés dans une destruction complète de notre base économique et à travers des milieux de nos peuples qui sont dans des rues comme les chômeurs et indigents.
- iii. Les majoritaires ont trouvé des stratégies alternatives de survie dans l'économie informelle, qui est grandie maintenant jusqu'à engager environ 90% de la main d'oeuvre.
- iv. En dépit de l'importance de cette économie, il n'y a pas de politiques définitives du gouvernement concernant l'économie informelle, quel rôle qu'il suppose joué et qu'est-ce qui doit être fait pour exploiter son grand potentiel nouvellement trouvé pour fournir l'emploi, engendrer la croissance économique et réduire la pauvreté dans notre pays.
- v. Le gouvernement croit que cette économie informelle est une anomalie, un phénomène transitoire qui va disparaître aussi longtemps que l'économie développe. Il considère donc les travailleurs de l'économie informelle comme gênant qui doivent être tolérés pour le moment.

- vi. Le mouvement de syndicat en Zambie n'est pas jusqu'ici, préparée pour conduire le chemin en organisant les travailleurs dans l'économie informelle parcequ'il pense qu'il est trop cher de se lancer dans le commerce avec les intérêts restrains.
- vii. La responsabilité est donc à nous, les associations/organisations de l'économie informelle comme AZIEA et WEAZ de conduire le chemin.
- viii. Cette lutte contre l'injustice, la pauvreté humaine et deprivation, la lutte pour la reconnaissance etc a besoin de notre sense pro-active et solidarité internationale et alliance stratégique.
- ix. La négociation collective est très difficile, plus encore dans l'économie informelle, par conséquent, l'unité parmi les travailleurs joue un rôle très critique en poussant les officiers du gouvernement central et ceux de l'administration locale de négocier avec nous.
- x. L'éducation aussi joue un rôle très importance en promottant l'attente commune de la situation selon le contexte des dirigeants et membres, le processus légale/de la politique formulé et les effets de telles mesures concernant les travailleurs de l'économie informelle, et le besoin de fournir des reponses intellectuelles et activités militaires bien informées.

**Je vous remerci très sincerement,**

**A LUTTA CONTINUA!!!**

## **Annexe C**

### **Négociation Collective**

Poornima Chikarmane, KKPK, Inde

#### **Hamal Panchayat**

C'était l'années 1956, quand les *hamals* (les chefs) de *Pune Firts Struck* travaillent pour 8 jours afin de demander une augmentation de salaires. "*kata band kara*" (*boycotter la balance*) c'était le slogan d'unité et "*kata band dukan band*" (pas de balance pas de Magasins/business) c'était le resultat. Exclu de purview l'Acte de

1948, des Magasins et Etablissements, *hamals* n'étaient pas assurés les salaires minimum; leurs heures de travail n'étaient pas réglées et ils n'avaient pas de recours légal sous cet Acte. Les magasins, les entrepôts, les marchés ne pourraient pas fonctionner sans eux et toutes les activités commerciales de base étaient arrêtées. Les *hamals* étaient collectivement invités à la table de négociation et un accord était signé - coûts de taux de service de pièce très élevés pour les marchandises différentes doivent être révisés chaque trois ans. Les *hamals* ont demandé un accord écrit, et signé par toutes les deux parties. Les commerçants ont refusé de signer sur la ligne pointillée. L'impasse a continué jusqu'à ce que l'ancien Recepteur (Chef Administratif de district) a intervenu. Il a écrit l'essentiel de l'accord en présence de toutes les deux parties et a mis sa signature sur, dans sa capacité comme le chef administratif de district. Nulle de ces parties a signé ce document mais **un rapport était créé et une nouvelle pratique était établie comme précédent.** Dès lors le business se faisait comme d'habitude avec une différence. La relation entre employeur et employé est souvent visualisée en ce qui concerne des polarités, mettant en position l'employeur et l'employé dans des rôles adversaires.

**Dans ce cas toutes les deux parties l'une a reconnu la force de l'autre et a cherché de définir leurs relations continues comme mutuellement indépendantes et les associations bénéficiaires à long termes qui demandaient d'être maintenues et élevées et qu'ils avaient des intérêts communs en continuant et en mettant en valeur la croissance de business.**

Ils devraient avoir choisi autrement. Les *hamals* sur base de leur capacité de paralyser le commerce ils devraient choisir d'invoquer l'Acte de Conflit pour demander le statut de l'"employé" et prolonger l'*imbroglio*, juste comme les commerçants devraient utiliser leur très grand muscle financier de "banir" la collectivisation de travail. Toutes les deux parties négociaient avec un avis d'arriver à un accord en cherchant de côté l'affaire ambiguë et litigieuse de déterminer le statut "employeur-employé."

Même si *hamals* opèrent au sein des établissements de commerce, ils ne sont pas payés par les commerçants et par conséquent, ils ne sont pas leurs employés. Ils ont chargé et déchargé, cherché and apporté pour les différents consommateurs et vendeurs et ils sont payés pour la vente de leur travail. La relation entre le propriétaire de l'établissement et le *hamal* est dans la nature de "permission" d'opérer à partir de cet établissement. Les ***hamals* n'ont pas cherché à définir leur relation avec les commerçants.** Au contraire ils ont affirmé "nous avons nos dos. Personne nous appartient. Nous ne pouvons pas être obligés à travailler."

L'unionisation des *hamals* a amenée aussi un autre changement, **celui des *hamals* de signer ensemble à l'établissement.** Violation de ce principe par les employeurs c'était rare à cause de la menace de "*kata band.*"

Les conditions de travaille à ce moment étaient horrible....

*A la cour de marchandises à la gare.....*

*hamals étaient obligés de travailler dans des conteneurs fermés, obscurs, se bousculer entre eux dans une espace limité, avaler la poussière de ciment et les fumés de produit chimique et caler sur*

*Au (marché) l'épicerie.....*

*des poids énormes de jaggery devaient être apportés sur leurs dos. Il y avaient quelques usines de traitement de sucre à ce moment tout le jaggery était amené à la ville. Souvant le jaggery était chaud et en forme de graisse, et en suite il brûlait leurs dos à travers les sacs qui étaient comme leurs protection.*

*La condition de femmes travailleuses était même plus exécration.... surtout Dalits, ils n'étaient pas payés le salaire par aucune personne. Ils balayaient l'établissement et ramassaient les grains tombés à flot dont ils avaient droit à et ceux-là faisaient leurs "salaires."*

*Les marchés de légume et de fruit operaient pendant la nuit et le poids moyen apporté était de 100 kgs et cela encore c'est pour la plupart, en depit de la Convention d'OIT qui le demande d'être moins de 40 kgs.*

Les modes de communication entre membres de syndicat étaient les Comités d'information en dehors des larges entrepôts autour desquels les membres pourraient ses féliciter. Typiquement *hamals* travaillaient en tolies ou en groupes cimentés par les liens parentés ou de village natal. Ceci a permis au renforcement de réseau.

Il y avaient des luttes similaires qui se préparées aussi avoir lieu à Bombay, P.D'Mello a organisé les travailleurs et porteurs de quai pendant que Alvarez

essayait d'organiser les leaders à la gare. La demande pour la protection législative était devenue plus stridente et en réponse à la pression le gouvernement de Maharashtra a établi un comité afin d'étudier les conditions du travail des *hamals*.

Ce qui a suivi c'était la promulgation de l'Acte, 1969, de Hamal Mathadi et d'Autres Travailleurs et Porteurs Manuels non-protégés (*Règlement d'Emploi et Bien-être*), un texte de loi radical et historique qui avait explicitement l'intention de protéger les milieux de travailleurs manuels dans les emplois peu sûrs en travers de l'état (province). Les caractéristiques saillantes de l'Acte sont soulignées en bas.

## **Portée**

L'Acte prétend de régler l'emploi de travailleurs manuels non-protégés tels que *Hamal, Mathadi etc.*, de bien assurer pour leurs termes et conditions d'emploi, de fournir pour les mesures de la santé et sécurité où des tels emplois demandent ses mesures; d'assurer pour garantir de fournir un suffisant à, et complet et utilisation propre de, tels travailleurs dans tels emplois afin d'empêcher le chômage inévitable; pour ces et buts similaires, de fournir pour la création des comités quant à ces emplois dans les différents milieux de l'état.

## **Définition de Travailleur**

L'Acte Mathadi défini la catégorie du "travailleur non-protégé" comme un "travailleur manuel qui est engagé ou d'être engagé dans n'importe quel emploi prévu." Il défini davantage un travailleur comme, "n'importe quelle personne qui est engagée directement ou à travers un agence quelconque, soit pour les salaires ou non, de faire un travail manuel dans un emploi quelconque prévu et, **comprend n'importe quelle personne non employée par n'importe quel employeur ou un entrepreneur, mais travaillant avec la permission de, ou en accord avec l'employeur ou l'entrepreneur;** mais ça ne comprend pas les membres ou un employeur de la famille" (*mots en italique sont pour l'auteur*)

Par ex. un '*hamal*' qui porte la marchandise achetée par un client de l'établissement jusqu'au véhicule de transport il est payé par le client ou par l'employeur qui le récupère du client.

## **Définition du "travail"**

La "nature du travail" comme elle est définie par l'Acte de Mathadi spécifie les opérations et comprend "prendre, collectionner, régler, emparqueter, desemparqueter, charger, decharger, balancer, mesurer, empiler, porter, coller, nettoyer, classer ou n'importe quel autre travail y compris travail **préparatoire ou**

**accidental** (*preparatory or incidental*) à des telles opérations" (*mots en italique appartient à l'auteur*).

## **Demande**

L'Acte s'applique à une liste d'emplois prévus spécifiés dans l'Acte et exécuté dans les industries, usines, les marchés de divers produits, les magasins et d'autres établissements remarqués par le gouvernement dans des milieux spécifiques géographique. Ceux-là qui sont couvris actuellement comprennent épicerie, fer et acier, cours et hangars de marchandises à la gare, produit agricole, bois, produit et engrais chimiques et marchandises de transport, pêche, cuvettes du sel, métaux (sans inclure le fer et l'acier) et papier en général (sauf un) les districts de l'état de Maharashtra.

L'Acte fourni pour inclusion d'autres emplois dans le plan avec des modifications favorable comme il peut être spécifié dans la notification, s'il y a une demande soit des employeurs ou des travailleurs. Inclusion d'emplois est au sein du purview du Comité Consultatif Estatal.

## **Provisions Clées**

i. La Constitution d'un Comité Statutaire Autonome est demandée de faire inscrire les travailleurs et employeurs obligatoirement.

Engagement des travailleurs non-enregistrés par les employeurs non-enregistrés est prohibé selon l'Acte.

C'est aussi une provision pour les Comités multiples aux différent marchés/commerces ou Comité simple dans une région géographique. Le modèle du Comité simple est plus commun parce qu'il réduit les coûts administratifs.

Accès au sous-secteur est réglé par le Comité.

ii. La structure tripartite avec représentation égale des organisations des employeurs/travailleurs, les syndicats des employés et l'État. Les membres de tous les deux, les Comités sont nommés par le Gouvernement de Maharashtra.

iii. Comité Consultatif au Niveau Etatique

Le Comité Consultatif est présidé par un Ministre de Cabinet avec le Secrétaire de Travail de l'État comme Secrétaire Membre et comprend les membres de l'Assemblée Législative, les Représentants des Associations des Employeurs et Syndicats des Travailleurs en proportion égale.

#### iv. Comités Locaux

Les Comités Locaux sont présidés par le Commissaire de Travail/Addl. Commissaire de Travail. Il y a aussi une provision spéciale pour un Comité d'une seule personne qui consiste du Commissaire de Travail/Addl Commissaire de Travail. Aujourd'hui, du point de vue de la construction, le mécanisme tripartite n'opère pas dans le Comité Locaux. Tous les Comités sont dirigés comme Comités d'une seule personne avec le Gouvernement éternisant ses pieds à la nomination des membres. L'État n'a pas des pouvoirs de se mêler dans le fonctionnement parce que les Comités sont autonomes. Fonctionnellement, cette pression que les syndicats construisent est l'unique vérification sur les pouvoirs unilatérales aimée par les administrateurs.

v. Les Comités fonctionnent comme l' "employeur" seulement en ce qui concerne l'Acte de Paiement de Salaires (*Payment of Wages Act*) et l'Acte de Compasation des Travailleurs (*the Workers Compensation Act*).

#### vi. *Distribution des Salaires:*

Les salaires sont déposés avec le Comité par les employeurs en plus de l'impôt. Toutes les transactions (collection et distribution) sont effectuées par chèque. Le Comité retien sur la contribution du travailleur et en suite lui paye.

#### v. *Paiement d'impôt par les employeurs:*

L'impôt inclue la contribution des employeurs envers le fond fourni, congé payé, le pourboir et autres intérêts statutaires.

Le taux de paiement d'impôt par les employeurs varie aussi de district à distrit et s'il est négocié ça depend de force de négociation des travailleurs et employeurs à l'intérieur de la limite statutaire des salaires de 50%. Le taux d'impôt minimum en travers de l'État aujourd'hui est de 25% pendant que le maximum est à 48% au *Jawaharlal Nehru Port Trust*. La proportion dans laquelle l'impôt est distribuée en travers des intérêts aussi se differt dans chaque Comité.

<p>Le taux actuel pour Pune est de 30 pourcent. Ceci signifie que si un travailleur gagne Rs.100 par jour, l'employeur doit déposer une somme de Rs.130 avec le Comité Mathadi. Le 30 pourcent est distribué entre la contribution de l'employeur au fond fourni (12 pourcent), pourboire (7 pourcent), congé payé (5 pourcent), congés (5 pourcent), Diwali 'bohari' (40 pourcent), compensation (médecine et assurance 3 pourcent) et administration (2 pourcent).</p>
--

#### vi. *Employeurs Multiple:*

Comme les commerçants ne demandent un nombre constant des travailleurs, l'Acte permet pour les employeurs multiple et travail saisonnier et temporaire.

#### vii. *Paiement sur base de travail effectué (taux de paiement par pièce)*

Taux de salaire (taux journalier, mensuel ou par pièce) sont déterminés par des négociations entre le syndicat et les employeurs. Ceci permet pour la variabilité dans le salaires selon des diversités dans chaque produit de marché.

viii. Les coûts administratifs du Comité sont remboursés à travers l'impôt payé par les employeurs. Il n'y a absolument pas de surcharge financier sur gouvernement.

ix. Même si l'Acte fourni pour déterminer les salaires, les taux de salaire sont négociés entre les syndicats et les associations des employeurs et sont quelque fois plus haut que le salaire minimum prescrit/programmé. Aujourd'hui il y a des accords des salaires écrits qui sont imprimés et fait circulés. Un Comité de doléance était constitué conjointement par le syndicat et les associations des employeurs est *suo moto* partie d'accord.

### **Résolution Judiciaire**

L'Acte Mathadi (comme il est appelé) s'appliquait à la région de *Pune* en 1970 et la cour déplacée des commerçants. Le processus attendu de loi est long et ardue et c'était 1980 au moment où l'Hon. Cour Suprême de l'Inde a jugé en faveur des travailleurs.

### **Autres Législations qui ont un rapport sur l'exécution de l'Acte Mathadi et le Processus de la Négociation Collective**

Acte de Contrat de Travail (Règlement et Abolition), 1970

Acte du Comité de Marketing des Produits Agricoles, 1963

### **PRÉSENTATION DE DIAPOSITIVES**

#### **Comité Privé Non-Statutaire en Pune**

Dans les trois décennies depuis sa promulgation, les travailleurs enregistrés sous cet Acte ont grandement bénéficié. Jusqu'au mois de mars 1995, 29 Comités ont été créés dans l'État avec 162.838 travailleurs et 53.086 employeurs enregistrés (*Hamal Mapadi Varta, 1995*). Autres États ont essayés d'imiter l'Acte avec un degré

moins de succès. Même au sein de Maharashtra, l'efficacité de l'Acte est directement proportionnelle à la force de négociation organisée des travailleurs. L'exécution a été difficile dans les districts où les syndicats sont faibles.

Le dernier stade c'est la résolution judiciaire (cour de travail ou arbitrage). Choix de Confrontation.

### **Hamal Panchayat**

- Créer les précédents
- Législation basée à la négociation collective
- Organisation
- Inscription
- Identification

### **Kagard Kach Patra Kashtakari Panchayat**

- Créer les précédents
- Précédents basés à la négociation collective
- Organisation
- Inscription
- Identification
- Caution de l'État d'identification
- Protection Sociale.

## **Annexure D**

### **NEGOTIATIONS COLLECTIVES DE VENDEURS COREENS DE RUE**

Choi In-gi, coordinateur de politique, KOSC, Corée

#### **1. POLITIQUE DU GOUVERNEMENT CORREEN SUR LA VENTE DANS LA RUE ET MUNICIPALITES**

##### **1-1. 1980**

Après la Guerre coréenne de 1950~1953 et l'Industrialisation par le Régime Militaire de Park Jug-Hee entre les années 1960 ~1970, des vendeurs de rue ont augmenté par la progression géométrique. Des réfugiés et des paysans ont inondé dans des villes pour chercher des travaux et sont devenus vendeurs de rue.

Pendant la décennie de 1980, des vendeurs de rue coréens ont souffert des mesures sévères innombrables par tous les genres d'autorités tels que des agents de sécurité par section, des agents de la municipalité, la police, des parties de mesure sévère, de services publics et civils presque tous sont des gangsters. Surtout lutter contre des mesures sévères au niveau national sous le déroulement des Jeux asiatiques de Séoul en 1986, des vendeurs de rue ont reconnu que nous devons nous organiser et après les luttes nous avons commencé à organiser la CSVFKs (Fédérations des Vendeurs de Rue de Ville de Corée). La CSVFKs avait combattu pour gagner des droits pour survivre contre la suppression du gouvernement et a participé dans la protestation de juin et la Grande Lutte des Ouvriers de juillet & août en 1987, qui est le symbole de démocratisation de la Corée. Et cette protestation a permis des vendeurs de rue coréens de défendre leurs propres droits pour survivre contre la suppression du régime sous la couverture des Jeux Olympiques de Séoul de 1986. Le 13 juin 1988, les vendeurs de rue sont venus ensemble et ont tenu « la Convention pour Revendiquer des Droits des Vendeurs de Rue pour qu'ils existent ». A travers cette convention, ces vendeurs de rue coréens ont confirmé leur solidarité avec des mouvements au niveau national -démocratiques de Corée et ont enfin organisé l'organisation nationale, NFSVK (la Fédération Nationale de Vendeurs de Rue de Corée, maintenant « KOSC ») en octobre 1988.

Des luttes coréennes des vendeurs de rue ont forcé le gouvernement Métropolitain de Séoul de promouvoir quelques mesures: Libérer des Marchés aux puces et des Boîtes de Vente de Rue. Mais le gouvernement de ville en a promu unilatéralement. Seulement peu de nombres de vendeurs de rue pouvaient vendre et la plupart des Marchés aux puces Libres ont été localisés dans les sites isolés et étaient inaccessibles aux citoyens.

Plus d'une vingtaine d'années que nous avons combattu pour la reconnaissance des vendeurs de rue et font aussi partie de Société coréenne. Mais encore, le gouvernement et les municipalités coréens interdisent la vente de rue et ces vendeurs de rue utilisent des espaces publics pour les buts privés, les stalles envahissent des droits des citoyens pour se déplacer dans la rue. Donc ils ne reconnaissent pas les droits des vendeurs de rue pour survivre, nous organiser, et avoir une représentation.

## **1-2. 1990**

Dans la décennie de 1990, Corée du Sud a connu la condition prospère. L'économie informelle a l'air de diminuer et le taux de chômage est maintenu à 3%. Après avoir introduit l'autonomie au gouvernement Local dans les années 1990, le gouvernement sud-coréen n'a pas introduit de politique sur des vendeurs de rue et n'a pas essayé d'estimer jusqu'à la

crise économique en 1997. Plutôt, chaque gouvernement local a hérité des politiques d'expulsion de gouvernement sud-coréen antérieur et a employé des parties sur de mesure sévère sur les vendeurs de rue surtout des gangsters juste comme Mafia (Italie), Yakuza (Japon) et etc. Auparavant, seulement des agents de municipalité pouvaient expulser des vendeurs de rue. Contre ces mesures sévères, beaucoup de vendeurs de rue sont brûlés par soi même pour mourir ou ont été tués, la plupart ont été rendu infirmes, juste comme Mr Choi Jeong-hwan de M. Choi et Mr Lee Deok-in en 1996, et Mr Chang-yeong en 1999.

Seulement pendant les dernières années de 1990 juste après la crise économique en Asie de l'Est y compris Corée du Sud quand l'économie informelle a prospéré après la restructuration néolibérale, le Gouvernement sud-coréen a estimé des vendeurs de rue à 1 millions et 850 milles et a fait retour pour promouvoir des expulsions.

### **1-3. 2000**

Il n'y avait pas de changement dans les années 2000. Le gouvernement Métropolitain de Séoul a déclaré qu'il diminuerait 30% en 2003, à 35% en 2004 et à plus de 40% du nombre total de vendeurs de rue dans la ville de Séoul avec sans mesures mais mesures sévères. Il a aussi introduit le système de motivation pour encourager des autorités locales sur des vendeurs de rue.

Mais, le gouvernement local Métropolitain a commencé à reconnaître que cette expulsion ou la mesure sévère n'est pas une solution. Des vendeurs pauvres de rue essaient de vendre sur la rue maintes fois encore, parce qu'il n'y avait pas d'autres façons de gagner pour des familles.

Pendant les mesures sévères ou des développements massifs, le gouvernement Métropolitain de Séoul a essayé d'introduire les systèmes de dialogue si c'est juste pour lui, pas pour les vendeurs de rue. Et aussi il a visité Hongkong, Singapour, Japon, Taiwan, Paris, et etc depuis 2000 et a déclaré qu'il pourrait introduire un Comité pour l'Amélioration de Vente de Rue le 27 février 2007.

Au dessous il y a certains des cas et des leçons à nous.

## **2. COMITE DE NEGOCIATION POUR DONNER POUVOIR DE CAPACITE AU MARCHE AUX PUCES DE DONGDAE-TALAING**

## **2-1. CONCERNANT LES ORIGINES DE LA SITUATION**

Le marché aux puces de Dongdaemun est la contre-mesure où Séoul métropolitain a garanti aux vendeurs de rue pour vendre depuis la Restauration de Cheonggye-chon a été lancé le 1 juillet 2003, où à peu près 900 vendeurs de rue font la vente. Il a dit que la ville étudiera comment changer le marché en parc et en complexe de mode en 2007 et commencer le réaménagement en 2008.

Mais, après l'élection nationale, Mr Oh le Se-hoon, le maire récemment élu du Séoul métropolitaine, a prononcé qu'on allait démolir le Marché et y construire le Parc et le complexe de Mode. Ça signifie que;

- Séoul métropolitain est en train de rompre sa promesse de garantir des droits des vendeurs de rue de gagne-pain et le soutien pour le marché pour être l'un des plus connus du monde.
- Plus de 2000 vendeurs de rue, la moitié de ceux qui travaillent dans le Marché et l'autre moitié au autour et tout près du Marché vont perdre leurs droits de survivre.
- La politique sur les vendeurs de rue va être pire depuis que le projet de Séoul métropolitaine a été instauré.
- Après avoir fait face aux luttes massives de vendeurs de rue et aux organisations de solidarité, la pression politique et la pression de presse, le gouvernement Métropolitain de Séoul a promis de former un comité de dialogue bilatéral entre des leaders des vendeurs de rue et de représentants de municipalité pour discuter comment inspirer le Marché aux puces de Dongdae-mum.

## **2-2. CONSTITUANTS**

Vendeurs de rue : 1 représentant du comité central du KOSC, 5 représentants de Marché aux puces de Dongdae-mum.

Agents de la municipalité: Le Chef de Bâtiment Civils & Planification du gouvernement Métropolitain de Séoul et ceux qui sont responsables de traiter de vendeurs de rue dans le gouvernement de ville.

## **2-3. DISPOSSION DANS LA PRISE DES DECISIONS**

Ce comité n'est pas formel. Les représentants du gouvernement de ville disent continuellement qu'ils ne peuvent pas former un comité de dialogue formel avec des vendeurs de rue illégaux. Donc, les décisions du comité étaient incroyables.

## **2-4. PROGRAMME EN BREF JUSQU'A PRESENT**

**Février 2003:** La Ville de Séoul s'est prononcé à la mesure sévère massive sur des vendeurs de rue.

**Mars 2003 :** Des vendeurs de rue dans la rue de Cheonggye-chon ont formé un comité de lutte d'urgence pour obtenir des droits pour survivre.

**Juillet 2003:** Lancement de la Construction de Restauration de Cheonggye-chon.

**Novembre 2003:** Éviction massive sur les vendeurs de rue dans la rue de Cheonggye-chon par le gouvernement de la ville de Séoul avec 15.000 gangsters, police d'émeute et agents de la municipalité.

**Décembre 2003:** Négociation continue et accord dramatique pour ouvrir le stade de Dongdaemun pour des vendeurs de rue pour leur vente.

**Janvier 2004:** L'ouverture du Marché aux puces de Dongdae-mun

**Décembre 2006:** Il a été formé le comité pour donner pouvoir au Marché.

## **2-5. PERSPECTIVE**

Des premières négociations collectives avec le gouvernement Métropolitain de Séoul ont été faites dès décembre 2003 au décembre 2006 sur comment donner pouvoir le Marché aux puces. Il n'y avait pas de décision formelle ou des documents formels des accords. Et les représentants du gouvernement de la ville ont été changés. Le gouvernement de ville n'a pas essayé de donner la capacité au Marché pour le couvrir afin que des vendeurs de rue au Marché aux puces peuvent vendre pendant n'importe quelle condition de temps, des Installations Electroniques, la Propagande etc, mais il a unilatéralement déclaré démolir le Marché et en leur place faire un Parc et une conception de Complexe depuis 2004.

Deuxièmes négociations collectives avec le gouvernement Métropolitain de Séoul ont été faites. 2 réunions ont été tenues et ont traité la faussée entre le gouvernement de ville ('Démolir le Marché') et des vendeurs de rue ('Obtenir des Droits pour vendre').

Le Comité qui a été formé pendant les deuxièmes négociations collectives, est mieux que le premier mais il a de la faiblesse. Le gouvernement de la ville dit continuellement qu'il parlera avec des vendeurs de rue seulement quand ceux derniers acceptent la nécessité de démolir le Marché et faire un

Parc et une Conception de Complexe. Et il y a un autre problème. Le gouvernement de ville essaie d'exclure le représentant du comité central du KOSC. Ceci signifie que le gouvernement de ville essaie d'isoler le siège du KOSC et dit qu'il parle seulement avec des vendeurs de rue dans le Marché, pas avec les organisations de vendeurs de rue.

### **3. UN COMITE POUR LA TOUR (EDIFICE) DE VENDEURS DE RUE DANS LE GANGNAM-GU**

#### **3-1. SITUATION INTERIEURE**

En 2003, le bureau de Gangnam-gu, Séoul, a essayé d'expulser 143 vendeurs de rue de la Rue de Téhéran, Yeoksam-dong, Gangnam-gu pour plus de 10 mois, mais ça a raté. Après alors, le bureau a déclaré qu'il allait construire ou acheter une tour d'édifice pour des vendeurs de rue qui font la vente à la Rue de Téhéran. Ceci était possible de considérer, parce que le bureau de Gangnam-gu est le plus riche parmi les bureaux dans la ville Métropolitaine de Séoul. Le bureau de Gangnam-gu a formé le Comité pour promouvoir la Tour d'édifice de Vendeurs de Rue dans le Gangnam-gu avec des agents, vendeurs de rue, experts et etc comme ci-dessous.

#### **3-2. CONSTITUANTS**

14 (président de vice-président d'une des Universités, vice-présidents (1 du bureau, 2 des membres élus du conseil du bureau), 1 du bureau, 1 enseignant, 3 représentants des ONG -organisations de mouvement social, 1 représentant des marchands, 1 du bureau, 2 des leaders des habitants et 2 représentants de vendeurs de rue.

#### **3-3. POSITION DANS LA PRISE DES DECISIONS**

Le comité est remarquable, en cela c'est formel, toujours discuter et décider par des documents formels.

#### **3-4. PROGRAMME EN BREIF JUSQU'A MAINTENAT**

**Février 2004:** Réunion avec des représentants du KOSC et des agents du bureau de Gangnam-gu

**Mars 2004:** Le bureau a fait un projet sur la construction de bureau aux tours, etc.

**Juillet 2004:** Le comité a été formé.

**Septembre 2004:** Recherche sur 'Des normes de vendeurs de rue, ce qu'on doit vendre', et etc.

**Mars 2006:** Le bureau a essayé d'introduire le changement, ce qu'on doit vendre par des vendeurs de rue dans la Tour et introduire la date limite de vendre, des paiements de location et etc. unilatéralement.

### **3-5. PERSPECTIVE**

Le bureau a l'intention d'acheter le nouveau bâtiment (4 milliard et 600 millions Won = 460 millions USD) et a déjà acheté la Tour (10 milliards et 700 millions Won = 1 milliard et 70 million USD) pour y placer des vendeurs de rue des rues. Et les bâtiments seront à nous pour y vendre des nourritures folkloriques ou des produits agricoles. Mais l'essai unilatérale pour introduire le paiement de location et etc par le bureau, il y a plus de possibilité pour discuter.

### **4. GENERAL**

Il y avait aussi eu beaucoup de négociations collectives et dialogues sur la vente de rue entre des vendeurs de rue et les municipalités. Mais il y a plus d'essai pour promulguer des lois ou des politiques. La plupart du Comité était informel et temporaire. Récemment, le gouvernement Métropolitain de Séoul a déclaré qu'il allait introduire le Comité pour l'Amélioration de Vente de Rue le 27 février 2007. Selon le communiqué de presse du gouvernement de ville, le Comité est composé par des agents des municipalités, des membres du conseil de bureau, des experts, des représentants des habitants, des vendeurs de rue, des autres personnes intéressées et etc. (15 personnes au total) Et le bureau dit qu'il déplacera les vendeurs de rue sur les rues aux rues latérales et faire des Modèles de « vente de rue », où des vendeurs de rue peuvent commencer le travail seulement après 4 pm et des sans documents, des nouveaux, et des vendeurs illégaux de rue sont des cibles de mesures sévères à la fin.

### **5. STRATEGIES DE NEGOCIATION COLLECTIVE DE LA KOSC**

Premièrement pour négocier, les municipalités devaient arrêter d'employer des parties de mesure sévère ou des gangsters pour appliquer des mesures sévères sur des vendeurs de rue et abolir de mauvaises lois sur l'éviction. Beaucoup de temps, des agents de la municipalité coréenne et des municipalités ont rompu leurs promesses avec des vendeurs de rue. En qui on peut avoir confiance si les municipalités sont sincères à cette étape.

Deuxièmement, des systèmes de prise des décisions démocratiques et des procédures sont nécessaires. Si le comité qui négocie fonctionne contre nos volontés, nous devons faire une décision si nous devons participer ou pas.

Troisièmement, le comité ne devrait pas être partiel vis à avis des gouvernements ou des municipalités. Il devrait garantir autant de droits d'opinions aux vendeurs de rue. Et il devrait avoir le pouvoir pour faire une décision et acte.

Quatrièmement, si nous faisons un accord, des vendeurs de rue ou des municipalités devraient l'exécuter.

Finalement parlant, n'importe où les municipalités essaient de ne pas exécuter leurs promesses, nous devrions organiser des luttes et l'acte sur l'attaque pour atteindre nos demandes.

## **6. ENSUITE**

Il semble qu'il y a quelques changements dans les stratégies et les politiques du gouvernement Métropolitain de Séoul. Mais c'est juste un commencement pour changer des stratégies d'éviction ou les politiques d'avant. Et avant tout, on a besoin de la négociation et la confiance sincères.

## **Annexure E**

### **Négociation Collective: Stratégies et Outil adoptés dans la SEWA pour les Vendeurs de rue**

Par Manali Shah, SEWA (Self-Employed Women's Association), Inde

Négociation Collective selon le secteur formel peut être définie comme: **"un processus de négociation entre l'administration et les représentants de syndicat pour le but d'arriver à un trust (accord) mutuel sur les rémunérations et conditions de travail pour les employés."**

Négociation Collective dans le secteur informel a une signification générale - alors qu'en négociant pour les vendeurs de rue nous devons négocier avec

l'OIT, FSM, OMT au niveau international, négocier avec le Ministère Central du Département de Travail et Développement Urbain et Soulagement de Pauvreté (Labour Department and Urban Development and Poverty Alleviation) au niveau national et local, et au niveau local et estatal, Ministry of Urban Development and Poverty Alleviation, Conseil Municipal, Police Routière, commerçants ou résidents et même faire pression sur avec les clients. Les clients jouent aussi un rôle important en négociations.

Dans l'âge actuel, les villes de niveau mondial et, les clients sont des différentes sortes et viennent des différentes conditions sociales. Certains sont intellectuels et viennent de la bourgeoisie et les autres de la petite bourgeoisie. Les vendeurs doivent avoir une bonne relation envers les clients qui peuvent plus tard être utiles tant qu'on négocie avec le conseil municipal.

*Par ex. plus de 300 membres vendeurs font la vente au marché naturel de Gridharnagar à la route du Complexe Ghevar depuis 25 à 30 ans passés. Le "Estate Department" du Conseil Municipal d'Ahmedabad a harcellé ces vendeurs de ne pas les permettre de vendre là bas. Depuis 19 jours passés, chaque jour les camions et les officiers de ce departement venaient expulsés ces membres vendeurs et confisquaient leurs biens. SEWA a fait son bon possible de négocier avec un Commissaire Municipal dans le but de les permettre de s'asseoir et vendre mais ce message était tombé dans des sourdes oreilles. Quand chaque fois que nous avons approché SEWA on était dit par l'AMC qu'ils ont reçu nos réclamations contre les vendeurs venant proche de magasins. SEWA était obligée de changer ses techniques des négociations. Les residents de cet endroit qui achètent des fruits et légumes à partir de ces vendeurs depuis longtemps étaient vraiment soutenant auprès de vendeurs. SEWA a vite pensait d'exploiter cette réputation. SEWA a commencé menant à écrire une lettre de campagne là dedans les résidents de ce milieu ont écrit les lettres au Commissaire Municipal déclarant pourquoi ils (les résidents) veulent ces vendeurs et qu'ils soutiennent ces vendeurs.*

Ainsi Négociation Collective dans le secteur informel c'est le commerce spécifique et peut être définie pour le commerce particulier.

Bien que le plus grand défi devant les travailleurs Indiens dans le secteur informel en est qu'il y a trop peu des syndicats qui les représentent et qui peuvent pratiquer effectivement la négociation collective.

En fait partout dans le monde il y a trop peu des forums de négociation statutaire pour le secteur informel. Et ainsi les syndicats du secteur informel comme SEWA doivent créer leurs propres stratégies et outils afin de

pratiquer la négociation collective aux différents niveaux, qui ont été apprises à travers les expériences et la méthode d'essai et erreur. SEWA, comme il est connu dans la philosophie Ghandhienne croit qu'il n'y a pas de lois ou législations pour les travailleurs du secteur informel, la négociation collective est la bonne stratégie adoptée pour résoudre les problèmes qu'ils rencontrent.

*Ghandhi croit que les syndicats doivent intérieurement être utilisés pour la reformation des travailleurs comme des bons citoyens aussi bien pour la défense contre les agressions de l'extérieur. Et il croyait que la négociation collective est comme une institution morale pour l'amélioration de comportement moral, maintenir la dignité du travail. Et il croyait aussi que s'asseoir sur une même table, par les travailleurs et les employeurs, pourrait résoudre effectivement toutes les affaires du travail.*

*Certains outils adoptés par SEWA pendant qu'elle continue avec l'affaire de négociation collective pour les vendeurs de rue sont expliqués ci-bas:*

**B. Négociations:** Pour les vendeurs de rue, des négociations sont faites avec, la Police, le Conseil Municipal, les Résidents, les commerçants parmi les membres et autres. C'est notre premier essai de compléter l'affaire à travers la négociation, ce sont les dirigeants, les organisateurs, les dirigeants du milieu et membres de SEWA, d'aller présenter le cas des vendeurs de rue, expliquer la situation à la partie concernée, donner des places pour l'audience du cas de partie concernée et aussi écouter au côté des vendeurs de rue l'histoire et en suite essayer de chercher la solution moyenne pour ça, qui sera bonne pour tous les deux groupes.

*Par ex.: Le milieu de Jamalpur -plus de 1.000 vendeurs de rue s'asseoient sur l'étendue de la route principale qui conduit vers les arrêtes de bus pour le transport provincial. Naturellement, c'est une route très fréquentée avec beaucoup de circulation durant toute la journée. La Police Routière et le Conseil Municipal étaient vraiment très contre de vendeurs de rue d'y asseoir et y vendre, et les évacuaient de temps en temps. Aussi, après des émeutes dans la ville, beaucoup de nouveaux vendeurs venant de différentes parties de la ville ont commencé à venir et vendre sur les camions à la même route, bloquant la route encore plus et faisant facher la police routière de plus. Et un bon jour, ils étaient tous déplacés de cette place et la sécurité de AMC était au contrôle pour que quelqu'un ne pose pas son pied à ce milieu pour la vente.*

*Les dirigeants de SEWA alors ont commencé de négocier avec la police routière et le commissaire Municipal et les commerçants de ne pas être trop*

rigide et de permettre les vendeurs de rue pour qu'ils puissent gagner leur pain quotidien. Après des divers tours des réunions et négociations, le Commissaire Municipal a accepté d'écouter aux côtés des vendeurs et a demandé de trouver le moyen possible dans lequel permettra les vendeurs de rue de vendre sur cette route, et aussi bien qu'en pareil occurrence de contrôler la circulation. Alors à travers le comité du marché, où les vendeurs de rue, officiers de route et les commerçants l'on soutenu, cela était devenu possible, pendant que les membres été formés d'être polis et de ne pas à n'importe quand permettre d'augmenter aucune autre ligne de plus, qui peut bloquer la route et faire l'obstacle à la circulation. Mais le comité du marché n'a pas réussi. Par conséquent, SEWA a dirigée une enquête de voir combien des vendeurs de rue vendront là-bas et à combien de temps. Dans la conclusion, c'était vu que 911 vendeurs ont vendu là-bas à trois occasions ou changements. Comme partie de cette négociation avec AMC, un trust était constitué soit disant que les vendeurs vont s'asseoir seulement dans une ligne systématiquement observée et que l'encombrement ne sera pas créé sur les routes. L'AMC a accepté cette opinion et l'trust était formé. Tous les membres du milieu de Jamalpur sont devenus les membres de ce trust en payant Rs 100/- par mois. Le trust engagera en position les gardes de sécurité à partir de ce fond ainsi collectionné pour voir que si les vendeurs ne vont pas traverser l'espace réservée et qu'ils s'asseoyent sur une seule ligne sans faire l'obstacle à la circulation. Et en cas où ils traversent l'espace donc une amende de Rs 350/- sera chargée. L'argent d'amende ainsi collectionné sera utilisé pour le bien-être des vendeurs. Juste maintenant il y a six agents de sécurité à la place dans le milieu de Jamalpur et le commissaire de la charité a faire enregistrer le trust. Les dirigeants de vendeurs du milieu de Jamalpur dirige le trust. L'AMC, la police routière et les membres vendeurs sont très comptent avec cet arrangement de vendeurs.

Mais le conseil municipal tout à coup a construit 300 espaces de vente et a voulu déplacer les vendeurs de là. Les demandes reçues pour les 300 espaces de vente étaient 1911. Aussi selon l'étude de plus il y avait 911 vendeurs et les estrades étaient seulement 300 alors où pourraient partir ces trois vendeurs. Les espace de vente devraient être repartis à travers de tirage à l'ordinateur. Si cette type de repartition des espaces de vente à travers l'ordinateur était permise alors une injustice très grave serait faite auprès de vendeurs qui sont réelement en train d'y vendre et qui n'auraient pas eu d'espaces de vente. Il a été aussi vu que beaucoup de demandes étaient reçues à partir des éléments qui sont contre le but social. Aussi les espaces de vente n'étaient pas bien construit. SEWA a continuellement tenue des réunions avec le commissaire municipal de stopper cette forme de tirage et de développer le nouveau système pour repartition des espaces de vente.

*Elle a fait beaucoup de représentations auprès des autorités municipales et provinciales d'arrêter ce tirage. Un cas était déposé. La repartition était prévue le matin pour les 10 jours prochains et nous étions en mesure de stopper le tirage à zéro hrs. A ce temps le commissaire municipal s'était laisser fléchir et le tirage était annulé. Le problème du milieu de Jamalpur est aussi inclu dans la pétition déposée au Tribunal d'Instance.*

*SEWA essaye de provoquer une solution, qui est en faveur de membres, mais au moment où les vendeurs de rue auront besoin d'improviser la particularité de langage et puis les dirigeants de SEWA va les guider pour la même chose. Ceci n'est mais un outil de consommation de temps, qui demande de développer une entente et beaucoup de patience de traiter avec la situation.*

**C. Faire Pressions sur et Actions Militaires:** Ca c'est un autre outil très important adopté par SEWA pour la négociation collective. Il est encore adopté aux divers niveaux pour amener des pressions de résoudre l'affaire en faveur des vendeurs de rue. SEWA est associée avec les travailleurs de l'économie informelle depuis longtemps et donc elle a développée une entente au niveau local, provincial et central, qui la permet d'essayer des différentes possibilités d'élaborer les meilleures opinions pour les travailleurs. Par ex., quand la politique nationale aurait-elle été formée, SEWA faisait pression sur au niveau national avec les différents fonctionnaires du gouvernement, pour qu'ils puissent comprendre le problème de vendeurs de rue et accepter la proposition pour la Politique au côté des vendeurs de rue. A ce moment, il a été senti par SEWA que les vendeurs de rue dans d'autres côtés du pays rencontrent aussi les problèmes similaires et tous les syndicats étaient en train de lutter individuellement pour la même cause. Mais s'ils luttaient collectivement alors ça pourrait faire un impact au niveau central. C'est pourquoi SEWA a initié un réseau des organisations des vendeurs de rue appelé NASVI. Ainsi à travers NASVI une demande collective de former la Politique pour les vendeurs de rue de l'Inde était déposée, qui elle était acceptée après beaucoup des actions militaires avec les départements concernés. Maintenant nous avons la Politique Nationale pour les vendeurs de rue...L'État d'*Orissa et Madhya Pradesh* ont déjà adopté la Politique Nationale de vendeurs de rue et ont formé la Politique Estatale et finalement ils ont réservé la Zone de vente et pendant que je quittais pour le Sénégal, je viens d'apprendre des grandes nouvelles que l'État d'*Uttar Pradesh* a aussi promulgué la politique estatale basée sur la Politique Nationale pour les Vendeurs de Rue.

SEWA lutte pour mettre à effet la Politique Estatale basée sur la Politique Nationale pour les vendeurs de rue à Gujarat. Pour ça SEWA a adopté des différentes stratégies.

Primo, SEWA a fait pression sur avec le Secrétaire Principal du *Department of Urban Development and Poverty Alleviation*, l'État de Gujarat. Le Secrétaire Principal était tout à fait positif. Il était assis avec SEWA et ont ensemble fait un brouillon de la Politique Estatale. Mais alors dû au changement du Gouvernement, le Secrétaire Principal était déplacé à un autre département. Le nouveau secrétaire principal n'était si coopératif. Le brouillon de la Politique Estatale est déjà fait et est encore en attendant pour la signature, le nouveau secrétaire en dépit de la lutte vigoureuse de SEWA a refusé de déposer sa signature.

SEWA alors a essayé un autre angle, quand le Ministre central du *Department of Urban Development and Poverty Alleviation* a approché SEWA, nous avons fait pression sur avec elle, nous avons aussi eu une audience publique à New Delhi et avons fait pression sur avec le ministre de délivrer un circulaire au niveau de tous les États du Département *d'Urban Development and Poverty Alleviation* afin d'adopter la Politique Nationale dans leurs états.

Nous avons aussi fait pressions sur avec l'AMC et un plan était élaboré et après tout Rs 2 cents millions étaient distribués pour les vendeurs. Un comité était aussi constitué par l'AMC dans lequel SEWA était aussi membre.

Mais ce comité n'a pas travailler suite à la pression politique élevée. Et comme la dernière partie de notre stratégie nous avons fait enregistrer un Litige à l'Intérêt Public (*Public Interest Litigation*), dans lequel nous étions assez successifs.

*SEWA a déposé /fait enregistrer un PIL (Public Interst Litigation) au Tribunal d'Instance de Gujarat de la part de ses membres, demandant:*

- 1. de corriger l'injustice faite contre eux et;*
- 2. de stopper, une fois pour toute, la violation constante de leurs droits*
- 3. fondamentaux, constitutionnaux et légaux;*
- 4. d'assurer que la politique nationale des vendeurs de rue, créée en 2004, est exécutée par le gouvernement Éstatal de Gujarat; et*
- 5. de voir que l'AMC exécute son pouvoir d'accorder les licenses en faveur des vendeurs de rue;*
- 6. d'établir les comités de vendeurs dans la cité;*

7. *d'absténir AMC d'expulser par force les vendeurs de rue;*
8. *d'éviter l'expulsion sauf aux besoins urgents;*
9. *d'impliquer les vendeurs affectés dans la planification et exécution;*
10. *de déclarer les marchés naturels comme les zones de vente; et*
11. *de faire changer "Jawaharlal Nehru Urban Development Mission" en ayant en conscience les vendeurs de rue.*

*Et au jour de l'audience, c'était quand la salle d'audience au tribunal tout entier rempli avec les vendeurs de rue venant de tous les milieux de la ville, le Juge a demandé tous les avocats s'ils acceptent que ça c'était l'affaire là où toutes les deux parties devraient s'asseoir et parler; ils se sont convenus. Puis il a dit que, à ce moment, **les vendeurs devraient être libre.** Il y avait un moment d'abasourdir dans l'audience. Puis, l'avocat d'AMC a protesté, citant le grand nombre de vendeurs dans la ville (46.000) et disant que c'était impossible de les permettre de s'asseoir là où ils veulent. Mais la réponse de juge était finale comme il faisait signe de la main et il a coupé l'esprit de parler de l'avocat. "**N-O. No** No-one shall be disturbed." (N-O-N. Non, personne ne sera dérangé.)*

*Le jugement était sans précédent dans la manière que c'était un ordre à forme de silence du blanket - il était applicable à tous les milieux. SEWA ne sera plus obligée de combattre milieux par milieux; le Tribunal d'Instance de Gujarat a déjà décidé comme ça, en attendant une compromis mutuellement satisfaisant entre les parties, et finalement, tous les vendeurs n'étaient pas dérangés.*

Ainsi, faire pression sur et des actions militaires quelque fois, est fait du niveau bas en haut et de haut en bas.

**D. Dissémination d'Information à Travers rassemblements/ brochures/vidéos/mémoires/mémorandums/reunions en masse:** Ca c'est un autre et très efficace moyen de négociation collective adopté par SEWA.

Rassemblements, Réunions de masse, *dharnas* sont parmi quelques moyens qui mettent un grand impact à la partie opposante pour la négociation, et aussi ils maintiennent les valeurs Ghandhiennes adoptées par SEWA. Ils donnent une très claire image de la force collective du secteur informel à l'autre partie.

*L'année passée, le Conseil Municipal d'Ahmedabad était très injuste envers les vendeurs de rue et était en train de les harceler beaucoup plus en ne pas les permettre de s'asseoir et vendre leurs biens en paix. C'était le jour de Diwali - fête nationale de la nouvelle année Indienne, l'une de périodes de pointe pour les vendeurs de rue de gagner l'argent. Après beaucoup de conviction quand les fonctionnaires du Conseil Municipal ont refusé de soutenir les vendeurs, il a été décidé par les dirigeants de vendeurs de rue dans la SEWA que les brochures doivent être distribuées parmi les citoyens aussi bien que les autres doivent être collées sur chaque mur de la municipalité, de manière qu'elles seront à la portée du public -comme on fait pour le bulletin de vote. Et surement l'impact de cette dissémination d'information a servi comme un grand avantage pour les vendeurs de rue, quand à travers le soutien des citoyens aussi bien que les politiciens, ils pourraient vendre convenablement.*

**E. Études du Marché:** Quelque fois ce qui ne peut pas être verbalement communiqué, les données parlent bien et décrivent bien. Et par conséquent, l'études du marché est très important et il joue un rôle vital pendant que la négociation collective est fait à n'importe quel niveau.

Donc, quand SEWA a commencé de négocier avec le '*Department of Urban Development and Poverty Alleviation*' à Gujarat d'adopter la Politique Nationale ici, une étude du marché détaillée était organisée. Cette étude a fournie des données comme combien de marchés y a t-il à dans la ville d'Ahmedabad, combien de vendeurs qui dependent de ce travail, quel est leurs contribution dans l'économie journalière de la ville, quels sont les marchés naturels. La description complète était faite de savoir où est-ce qu'ils (ces vendeurs) sont, comment est-ce qu'ils s'asseoient et qu'est-ce qu'ils vendent. Ce document d'étude semblait être un fournisseur d'information très claire et précise qui a aidé pour les vendeurs de rue pendant la négociation avec les municipalités et les départements gouvernementaux.

Pour faire ces types d'enquêtes et études SEWA prend en charge le secours du technique personnel. Par ex. pour faire une étude sur le marché naturel, SEWA a pris l'aide des étudiants du Centre pour la Planification Environnemental et Technologie (*Centre for Environment Planning and Technology.*)

**F. Cas Légaux:** En Inde il n'y a pas du tout les lois et s'il y en a elles sont très dépassées et elles peuvent difficilement resoudre les problèmes que les

vendeurs de rue rencontrent ces jours. Donc, la lutte continue toujours. Pour ça SEWA a déposé/fait enregistré deux types de cas:

s'il y a l'implication d'un bon nombre de gens et le moyen d'existence de bon nombre des vendeurs, donc il est en jeu et l'affaire demande le changement de politique puis le cas sera déposé par SEWA au tribunal d'instance. par ex. *PIL* mentionné ci-haut.

SEWA aussi a déposé les petits cas au petit tribunal pour les individus et, si le problème est pour un milieu particulier par ex.

### **Cas de la Mairie**

*SEWA a obtenu l'ordre de la Cour Suprême et Tribunal d'Instance pour 500 vendeurs venant de cinq milieux de la ville d'Ahmedabad disant qu'ils ont le droit de vendre dans ce milieu et ils ne peuvent être expulsés. Le juge de la mairie refuse de considérer cet ordre et a chargé l'amende de Rs.100/- par chaque plainte et la plupart d'amendes chargées aux vendeurs de rue sont en manière mécanique dans le sens que la police cherche à savoir tout d'abord le nom du vendeur et puis donne l'amende sans aller à la place de vente pour voir si le vendeur cause un obstacle quelconque. SEWA a essayé d'intervenir le problème. Mais le juge a refusé d'écouter les explications de SEWA disant que nous n'avons pas aucun 'locus standi.' En fait selon l'ordre du Tribunal et de la Cour Suprême SEWA a tout le droit de représenter les membres vendeurs au tribunal. SEWA a fait enregistrer la demande d'exception de se présenter au tribunal devant le juge de la mairie. Le cas est en suspens au tribunal de la mairie. Comme le cas implique un point de loi qui est compliqué le juge a refusé d'écouter ce cas. Sur chaque audience l'avocat de SEWA et les membres vendeurs aussi bien que l'organisateur de SEWA sont toujours présents mais le juge refuse d'écouter et finalement ajourne ce cas.*

Les cas faits par SEWA pour les vendeurs de rue au passé prouvent une base très forte pour la négociation collective. Au moment où le(s) vendeur(s) de rue amène une plainte au SEWA, elle sera inscrite dans le 'Legal Cell' de SEWA et les leaders vont essayer de résoudre l'affaire à travers les négociations de base avec toutes les deux parties. Mais quand les négociations tout à fait ne réussissent pas, les dirigeants décident de déposer le cas au tribunal et SEWA les assiste dans le processus. En plus, le Tribunal d'Instance de l'Inde dans son ordre a permis SEWA de représenter les vendeurs de rue dans n'importe quelle cour.

Généralement, les petits cas dispersés sont d'intérêt auprès d'un grand nombre de vendeurs. Et ces petits cas ont donné une situation pour le

Litige Publique dans la Cour Suprême de Gujarat pour l'exécution de la Politique Nationale pour les vendeurs de rue à Gujarat.

Encore, alors que la négociation pour l'adoption de la Politique Nationale se faisait à Gujarat, ces cas ont formés une situation pour la discussion davantage et argument. Ils ont aussi formés une source d'apprentissage, qui ont aidé pendant la négociation collective.

Les cas légaux sont utiles aux vendeurs de rue dans deux moyens, le premier en est qu'un cas spécifique peut être utilisé pour beaucoup de vendeurs de rue et le deuxième, un cas implique un large nombre de vendeurs de rue ou plus de milieux où ils vendent. Par ex. le Litige à l'Intérêt Publique déposé de la part de vendeurs de rue par SEWA. Les femmes membres vendeuses de SEWA ont sauvé leurs droit de vivre et continuer avec le business. Il y avait de larme dans les yeux de beaucoup et les sourirs dans les visages de tous. Les prières de 46.000 vendeurs de rue ont été repondi.

**F. Réseaux Nationaux/Internationaux:** Ces réseaux auparavant ont été très efficace pour la négociation collective. A travers les réseaux internationaux il est possible de provoquer la pression de résoudre les problèmes des vendeurs de rue, qui sont au niveau national ou pacifiques ou qui concernent les vendeurs de rue au niveau mondial. Par ex. comme les Jeux de Commonwealth se feront à New Delhi en 2010, tous les vendeurs de rue sont en train d'être évacués sous prétexte de la sécurité. Maintenant il y a besoin de faire pressions sur pour ces vendeurs de rue au niveau international, qui est seulement possible à travers la négociation collective internationale à travers un réseau international comme StreetNet International. De la même façon Banque Mondiale et OMC fournissent de fonds et instruments pour construire des routes, des points autoroutiers, arrêts de bus etc. Mais les pauvres vendeurs ne sont pas considérés dans ce processus. Leurs moyens d'existence est en jeu. A ce moment là les réseaux internationaux comme OIT, CSI (Conférence Syndicale Internationale) etc sont utiles en présentant les affaires de vendeurs de rue.

*Quelque fois SEWA était obligée de changer complètement ses stratégies. par ex. même si la Cout Suprême a donné un ordre de ne pas déranger les vendeurs de rue et de les laisser vendre en paix, l'AMC est en train d'essayer son bon possible d'harceler les vendeurs de rue. Sans tenir compte de cet ordre l'expulsion continue et maintenant plus fréquemment, ainsi dans l'Act de la Police de Bombay, il est clairement mentionner que les biens périssables confisqués doivent être retournés au propriétaire immédiatement, il se passe qu'après la confiscation le officiers -en charge de l'Opération- "Godown" n'est pas présent ou soit les formulaires ne seront pas disponibles pour*

*nous. Quelque fois dans des endroits sous le nom de "Gaurav Path" - larges et meilleures routes avec les passages pour les piétons, les espaces de parking, les arrangements de s'asseoir sur qui sont faits à l'interval pour les peuples ou "Nirmal Gujarat" - belles, propres et Gujarat Compemporain ou Megacity" ou The Chief Minister of Gujarat, les vendeurs de rue sont harcellés le plus.*

*Comme resultat duquel SEWA doit travailler dans sa capacité de lutter pour fournir la justice aux membres.*

*Ainsi il n'est toujours pas aussi possible pour SEWA de lutter partout à tout le temps. Comme les temps changent les affaires de valeurs changent aussi ainsi sont les parties contre lesquelles SEWA doit combattre. En plus, il peut être qu'une stratégie d'AMC de faire occuper SEWA dans telles sortes et susciter SEWA de prendre des étapes reactives, qui peuvent rompre comme des preuves contre SEWA. Et ainsi:*

- SEWA a décidé de ne pas prendre ces étapes reactives plutôt de laisser AMC de faire n'importe quoi qu'il veut, qui encore peuvent aider de former les dossiers et preuves de leurs mauvaises conduites et les actes illégaux contre les vendeurs de rue;*
- Les affaires avec AMC doivent être faites en concordance avec la Politique Nationale pour les vendeurs de rue;*
- Au lieu d'informer l'AMC concernant les atrocités et leurs manières de tourner une sourde oreille à cela, le Tribunal d'Instance sera gardé comme une image pour la même chose;*
- Les Comités de Marché doivent être formés et initiés dans les milieux.*

**G. Dialogue Social avec les Autorités pour fournir les perspécités aux problèmes:** Comme un outil beaucoup de temps les fonctionnaires de différents département sont invités à la SEWA pour les fournir les perspécités à propos des affaires des travailleurs du secteur informel. Auparavant, la SEWA a invité la Maire de la ville et autres fonctionnaires du Conseil Municipal de visiter SEWA pour qu'ils puissent comprendre les vendeurs de rue et afin de devenir sensible aussi à leurs problèmes. A ce même moment ils sont aussi invités de venir éduquer les vendeurs de rue dans les classes de l'éducation de travailleurs, les formations légales et autres types de formations exécutées par SEWA. Encore les fonctionnaires du département du travail sont appelés pour fournir l'information auprès des vendeurs concernant les Cartes d'Identités et l'Aide Sociale, qui sont

applicable à tous les travailleurs du secteur informel y compris les vendeurs de rue.

Ainsi SEWA doit continuer à changer ses stratégies selon les affaires et problèmes. Par ex. dans le cas du Manek Chowk, La Cour Suprême nous a suggéré de déplacer tous les vendeurs de rue à la terrasse du marché de fruit. Mais comme partie de la stratégie nous avons acceptés mais nous avons donnés la condition opposante que les infrastructures comme le lift, des plus grands escaliers, l'électricité, les toilettes, les installations d'eau potable et de lavage, emmagasinage et l'ombre doivent être fournies. C'était partie de la stratégie de faire la bonne volonté. Et cette stratégie nous a formée la fondation pour le plan actuel de Manek Chowk mentionné ci-bas.

Actuellement SEWA devrait changer sa stratégie, par ex. nous entrons dans le "mega city", grands centres commerciaux, routes, ponds autoroutiers, et Ahmedabad Contemporain. Trop de slogan "Deux paniers vaux mieux que la place dans ces jours de l'Ascension de l'Inde" au lieu de cela maintenant nous allons adopter un slogan insistant sur les moyens d'existence.

Nous allons aussi adopter de changer sur stratégie reactive. Nous seront maintenant obligés de former une nouvelle stratégie de faire pressions sur avec l'AMC seulement pour l'exécution de la Politique Nationale. Les affaires d'expulsion et confiscation des articles seront traitées par les dirigeants du milieu par développer les comités du marché et soutenir le conseiller municipal et les résidents et les clients de ce milieu.

*Notre nouvelle stratégie pour resoudre les problèmes des vendeurs est comme suit:*

*En dépit de l'Ordre faite par le Tribunal d'Instance de Gujarat, le Conseil Municipal d'Ahmedabad surtout la Zone Centrale ne le considère pas tout à fait.*

***Actuellement les vendeurs rencontrent les problèmes suivants:***

*Les camionnettes chargées d'expulsion continuent à parcourir toujours dans des milieux, sans aucun "Panchnamas" ils prennent les légumes, les fruits et autres équipements de vente. Il est aussi mentionné dans la proposition 273 de l'Act de BMPC que les articles périssables capturés doivent immédiatement être retournés au propriétaire. Mais quand nous allons au 'godowns' ils disent qu'ils n'ont pas des formulaires pour ça et après beaucoup d'effort quand nous retournons au "godowns" il fait déjà soir et le "godowns" est fermé à ce moment. Le lendemain les articles ne sont tout à fait d'usage. Aussi le montant partiel seulement des articles capturés est déposé dans le*

godowns, le reste est partagé parmi les fonctionnaires. Il y a manque de communication entre les chefs et les subordonnés dans le Conseil Municipal, conformément au plan "Nirmal Gujarat" et Méga city les vendeurs ne semblent pas être à la bonne position sur les routes principales et ils gênent l'embellissement de la ville; donc un approche a été adopté de faire évacuer tous les vendeurs de routes principales. Certaines routes dans la ville sont déclarées être sous "Gaurav Paths", qui sont comme "Drawing rooms" auprès du Conseil Municipal. Et les peuples pauvres ne semblent être bien dans le chic "drawing rooms", donc ils ne devraient pas être sur ces routes. Il ne doit pas y avoir aucun vendeur sur le chemin vers la route du "Chief Minister" à l'aéroport parceque c'est de la haute de la part des officiers de la zone. Conformément à la route "Megacity Drive", on agrandi les routes dans la ville et les ponds sont sous la construction et ainsi les vendeurs qui s'asseoyent de côtés de ces routes doivent évacuer la place jusqu'à ce que ces ponds sont ou ces routes sont finies. Ou soit ils ferment leurs business pour le moment ou soit ils s'asseoyent d'un côté de la route ou aux carrefours. Et pendant qu'on fait ça s'ils vont de l'autre côté de la route et ou s'ils résidents de ce côté de la route alors ils ne peuvent pas être permis de vendre là-bas autrement s'il y a des magasins alors les commerçants ne doivent pas les permettre d'y asseoir et vendre là. Dans n'importe quelles situations les vendeurs de rue doivent rencontrer des épreuves et ils doivent lutter à chaque point. Et s'ils se mettent aux carrefours alors le pousse-pousse "walas" qui est là ne doit pas les permettre de se mettre là-bas et là aussi les vendeurs doivent lutter. Comme resultat duquel il y a les embouteillages et alors les vendeurs sont responsables et ils doivent encore se combattre avec la police routière.

Comme resultat de tout ça, est que le marché naturel présent depuis les années vient à bout de et le revenu du vendeur diminu et c'est comme ça son business s'arrête. Dans le marché naturel toutes les types comme le légume, fruit, coutellerie, comestibles sont là et c'est comme ça ils peuvent attirer plus les clients. C'est comme une tradition "Mall" pour le peuple pauvre qui travail pour lui-même. L'unique différence est qu'ils n'ont pas une structure ou magasin fixé. C'est comme un marché naturel de la tradition courante, qui si une fois coupé ne va plus attirer les clients et comme resultat duquel les revenus des vendeurs se reduit radicalement.

### **Lutte avec différent groupes d'intérêt:**

D'habitude nous sommes en lutte direct avec les résidents, la Police (Khakhi and Traffic), les employés de "Godown", les officiers en charge d'expulsion, Le Conseil Municipal, et autres autorités. Et nous devons traiter avec tous ensemble qui sont, mais bien sûr très fatigant et difficile. Ainsi la situation est comme 'combat contre le feu' - "fire fighting" et lutte complète et nous

sommes devenus réactifs. Le résultat final nous ne pouvons pas travailler en profondeur avec les membres, les dirigeants et comités. Le Conseil Municipal attaque aussi sur la qualité des fruits. Par ex. ils attribuent la responsabilité aux vendeurs d'avoir injecté une saccharine dedans et par conséquent ils ne les permettent pas de vendre comme ça fait nuire la santé des citoyens et les membres du conseil municipal se plaignent toujours soit disant que les vendeurs ne maintiennent pas la propreté.

### **La Stratégie de SEWA:**

Les affaires des vendeurs de rue ne sont pas comme ils étaient auparavant c-à-d comme le harcèlement des vendeurs.

Aujourd'hui les affaires sont de différents types, aux divers niveaux et même les parties ont changé.

Le Gouvernement a commencé de travailler concernant le Mega city, Nirmal Gujarat, Clean Gujarat et il est en train d'essayer de provoquer les changements de développement dans la ville, mais tous ces efforts sont faits sans aucune participation de pauvres travailleurs ou avoir en conscience la présence de ces citoyens.

Le Gouvernement est en train de chercher les fonds étrangers qui sont seulement possible s'ils "embellissent" la ville. Par conséquent les vendeurs sont filés, bâties fortement et leurs articles sont écrasés ou capturés. Et n'importe où cela se passe, SEWA essaye durement de le stopper....en plus maintenant même les résidents sont devenus contre les vendeurs. Cela signifie que la liste augmente, la Police (Khakhi/Traffic), les membres du Conseil Municipal, les résidents, les éléments anti-sociaux etc. Et tous connaissent que chaque petite chose qui se passera, "SEWA" sera là pour l'arrêter. Jusqu'à maintenant SEWA a été à la réception finale... ça doit changer.

### **Stratégie Locale:**

Les membres de vendeurs doivent savoir l'information en profondeur à propos de SEWA et les valeurs de la formation de SEWA. Et ils doivent apprendre d'imbiber aussi ces valeurs dans leurs business.

Ces jours ce jargon "Gaurav Path" est trop entendu. "Gaurav Path" signifie Chemin d'honneur - mais pour le conseil municipal il signifie "expulser tous." Par conséquent nous devons faire beaucoup d'étude en profondeur de citoyens apart les vendeurs, sont devenus chômeurs à cause de ce chemin. Toutes ces années nous étions en train de dire le slogan de "two baskets"

*(Deux paniers) pour nos membres vendeurs mais maintenant nous changeons la stratégie comme la situation a aussi changée beaucoup plus. Il y a besoin de changer aussi le slogan. Maintenant notre slogan sera quelque chose qui concerne l'emploi et comment les pauvres vendeurs essayent de gagner honnêtement en travaillant durement. Ce qui est plus important est que tous les Comités de marché, et lois et règlements de comités doivent être décidés et les membres du comité de marché doivent décider le mécanisme de son exécution selon les valeurs de SEWA. Il est important que les leaders sont renforcés de façon que les moindres affaires peuvent être dirigées et ils doivent les traiter eux-même. Les formations spéciales concernant la propreté et son effet au business des vendeurs doivent être expliqués aux membres.*

*Les examens doivent être faits dans le but de vérifier la qualité de légumes, fruits et autres aliments comestibles. Le Comité de Marché doit travailler régulièrement en coordination avec les membres de sociétés locales, les résidents, la Police, AMC, les officiers zonals et il doit essayer de résoudre les problèmes. Pour contrôler la propreté dans les marchés, les membres de SEWA chargés pour la propreté doivent se lier avec eux. La campagne doit être commencer pour faire changer l'opinion des résidents locaux, les clients, les commerçants, les membres de société doivent savoir qu'ils peuvent approcher le Commissaire Municipal aussi bien que le Chief Minister. Les liens avec le magasin #40 de SEWA doit être renforcés. Ces articles, qui sont moins chers, sont disponibles aux membres, les plans comme les transports gratuits et d'autres plans gratuits doivent être inclus ici.*

### **Stratégie Légale:**

*SEWA était très réactive et a immédiatement intervenue au moment où l'affaire de la Zone Centrale s'est passée.*

*Nous ne devons plus le faire. Le Conseil Municipal peut avoir utilisé cette stratégie pour nous susciter d'agir et utiliser cette évidence contre nous au tribunal. Ceci réelement peut endommager notre cas. Nous devons consulter notre avocat et préparer la liste de fruits ou légumes confisqués par les autorités et la présenter au tribunal. Les détails concernant l'expulsion des articles sans "Panchnamas", condition des articles qui ont été confisqués et les autres atrocités de la municipalité doivent être écrits. Et nous (allons) utiliser ces détails comme les témoignages au tribunal contre la Municipalité. Autrement le Tribunal d'Instance peut aussi dire que pourquoi nous n'étions pas parti au tribunal au moment où tous ceux-ci se passaient, pourquoi on été extrêmement en train de faire des demandes dans la municipalité. Ce qui est important nous devons maintenant traiter avec la municipalité en ayant en conscience la Politique Nationale. Nous avons été habituellement*

*très reactifs et notre rôle a été de "Fire Fighting", comme resultat, duquel nous n'avons pas été capable de travailler sur l'exécution de la Politique Nationale. Mais dorénavant nous devons travailler plus durement concernant la Politique Nationale.*

### **Utiliser la Presse:**

*Nous devons utiliser le média en publiant et écrivant un article dans les journaux que SEWA est en train de former les membres pour la campagne de propreté. Aussi après les dirigeants dans chaque milieu doivent renforcer leurs relations avec les membres locaux de la municipalité, les résidents, etc. une délégation de 10 personnes qui va inclure le média, les membres de la municipalité, les repréentants de SEWA, les vendeurs et les autres à partir de chaque section doivent visiter le Commissaire municipal pour lui expliquer la situation de son milieu. Et ils doivent aussi de porter à sa connaissance dans cette manière que les policiers du Tribunal d'Instance ne sont pas adaptés et les arrêtés municipaux ne sont tout à fait pas considerés. L'approche participatoire comme il est mentionné dans la Politique Nationale n'est pas exécutée.*

### **En Résumé:**

*La Politique Nationale doit être forcée et SEWA doit travailler durement concernant la formation aussi bien l'exécution de la Politique de la Ville. SEWA doit jouer un rôle passif dans le terrain pour au moins 4 mois. La base, l'équipe de campagne et le comité de marché doivent être renforcé et, les enquêtes et la situation dans les marchés doivent être fait à travers eux. Conformément aux policiers des Cours, l'équipe spéciale de planificateurs doit être destinée pour décrire les plans du marché en association avec les vendeurs.*

*Les plans aux complets doivent être mis en discussion avec la Police (Traffic/Khaki), les fonctionnaires d'AMC et d'autres département appropriés et puis les plans doivent être soumis à la Cour. Les preuves contres la Muncipalité doivent être collectionnées.*

*Le Tribunal d'Instance doit être informé concernant les atrocités de la Municipalité vis-à-vis des membres. Les Comités de Marché doivent être formés et renforcé dans chaque marché. Le slogan doit être changé. L'étude en profondeur à propos de chômage doit être faite par les institutions professionnelles dans tous les milieux là où la construction des nouvelles routes ou ponds se fassent. Au niveau local la campagne de la propreté parmi les membres doit être prise sérieusement et contrôle de qualité des articles des vendeurs doit être aussi fait regulièrement. Relations avec les*

*membres locaux de la Municipalité doivent être renforcées. Oportun d'utiliser la presse doit être fait.*

Selon la nouvelle Phase, SEWA reçoit l'aide des étudiants au niveau de maîtrise et de l'école de Planification de temps en temps pour initier un plan possible pour des dispositions de ces vendeurs de rue de s'asseoir de façon que ils soient capable de vendre en paix aussi bien qu'ils ne causent pas aucun obstacle à quelqu'un. Pendant la planification il est aussi pris en conscience que le nombre maximum des vendeurs de rue peut profiter de l'occasion de cela aussi bien que toutes les espaces sont complètement et proprement utilisées. Dans la première phase, Manek Chowk est inclus.

***Plan schématique pour le Milieu du Manek Chowk:***

*Manek Chowk dans le coeur d'Ahmedabad Old City est l'un de milieux les plus vifs. Il abrite des centaines des activités différentes et soutien le moyen d'existence de plus de 1.000 personnes. Ca ne dit pas que toutes ces activités se passent dans des magasins formels mais il y un nombre de gens qui gagnent le pain quotidien dans ce milieu en faisant des diverses activités pour complimenter les activités de ce marché par ex. chercher de l'eau pour les magasins, nettoyage de partie du devant dans le magasin, étal du thé etc. Les vendeurs de légume qui se trouvent ici ont vu beaucoup de changements et développements dans ce milieu comme ils sont là depuis des générations. La majorité de ces vendeurs achètent leurs légumes à partir du marché de vent en gros à Jamalpur, ils reçoivent leurs clients à partir d'ici.*

*Compte tenu de la grande circulation, l'extension faite par les commerçants, parking inorganisé, aussi bien que les activités irrégulières de vente, le milieu est presque chaotique et surpeuplé durant tout le jour. Ainsi c'est seulement pendant la nuit que la plupart d'activités sont atténuées, et c'est à ce moment là qu'on peut réaliser qu'il y a une vaste espace de la route.*

***Certains problèmes sont:***

- La circulation va sur deux routes souterraines créées suite aux buildings et ainsi toutes les deux (routes) sont consacrées au véhicule, ça fait la confusion comment actuellement de voir la circulation en mouvement et par après se trouve coincer dans l'étranglement créé par les espaces de building et d'autres activités.*
- Il n'y a pas d'espace consacrée aux piétons. Comme il y a beaucoup de gens qui viennent à ce milieu pour faire l'achât, il est essentiel de fournir quelques espaces pour eux.*

- *Comme il n'y a pas aucune place définie pour la vente, et suite au manque de discipline personnelle, la site des vendeurs est faite au hasard.*
- *Les magasins dans le milieu se prolongent jusqu'au trottoir. Ceci se rapporte aussi avec l'affaire de mouvement de piéton.*
- *Les véhicules de commerçants, de clients et les autres sont garés n'importe où et le parking se trouve jusqu'au milieu de la route.*
- *La circulation sera limitée uniquement à l'une de voies souterraines, comme il est marqué dans le plan. Ceci donne accès, d'un côté, à des routes périphériques et aussi crée des mouvements claires sans blockages. La largeur proposée de la route est la même que celle qui se trouve entre deux buildings au point plus étroit. En mesures, c'est 5m (15+ft) au minimum.*
- *L'autre voie souterraine au côté nord est proposée pour le piéton. La largeur minimum de chemin de piéton est de 2m (6+ft.)*
- *Les vendeurs sont proposés d'être placés entre ces deux voies souterraines. Suite à ça, leur emplacement ne créera plus d'obstacle à l'une des magasins quelconque et aussi ils auront l'avantage de mouvement de piétons.*
- *Avec le rearrangement des espaces de piéton et de vente il y a besoin de voir si les magasins seront contrairement affectés. Avec le nouveau plan proposé, les magasins au côté de piéton auront plutôt plus d'accès aux peuples qui marchent aux environs.*
- *L'impact principal est à la façon dont les véhicules garent dans le milieu. Cette proposition de parking abritera presque un bon nombre de véhicules dans une façon bien organisée.*

Actuellement ces efforts de SEWA et le *Town Planner* de CEPT vont continuer jusqu'aux 9 différents et encore ce sont les milieux les plus pleuplés dans la ville. Ces plans seront en suite discutés en profondeur avec les *Town Planners* dans le Conseil Municipal de la ville d'Ahmedabad, les officiers de routes et la Police régulière et les autres officiés concernés. Leurs suggestions et commentaires seront approchés et en conséquence les changements du plan seront faits en ayant en conscience l'intérêt des vendeurs de rue.

De la même façon, en ce qui concerne la Politique Nationale, le Conseil Municipal de la ville d'Ahmedabad a aussi distribué 8 lots de terrain comme une espace alternative pour les vendeurs de rue, là où ils seront déplacés. Et les plans pour placer ces vendeurs de rue sont aussi simultanément préparés, d'être approuvé à partir d'AMC.

Encore l'approche adopté par SEWA pendant qu'on planifi les dispositions propres pour les vendeurs de rue de s'asseoir c'est à travers les services intégrés comme la place propre pour l'eau potable, l'installation de l'eau pour d'autres usages, des bons systèmes sanitaires, place d'emagazinage etc. qui peuvent permettre aux vendeurs de rue d'avoir l'accès aux amégements fondamentaux.

Actuellement nous avons négocié avec l'officier d' "*Estate and City Improvement*" qui accepte le plan. Nous avons aussi discuté avec l'avocat du défendeur/dereuse concernant les affaires de chemin Gaurav, expulsion et confiscation de marchandises, et le Plan schématique de Manek Chowk.

L'avocat de repondeur a montré un approche positif envers le problème et nous a dit de déposer la Demande Civil au Tribunal d'Instance de Gujarat concernant le Plan Schématique de Manek Chowk. Il nous a aussi assuré qu'il va soutenir la Demande Civile.

Actuellement la Demande Civile pour le Plan Schématique de Manek Chowk est déposée et est en train d'attendre l'audience.

## Annexe F

### REGISTRE: Négociation de base

<b>Affaire/Problème</b>	<b>Demande de Négociation</b>	<b>Associé en Négociation</b>	<b>Résultat Espéré</b>
Système d'inscription	Cartes d'Identité pour les vendeurs de rue	Autorités Municipales	Reconnaissance et inscription de vendeurs sur la rue
Sites de commerce	Autorisation d'occuper des sites convenables sur les rues	Autorités Municipales	Autorisation d'utiliser l'espace publique
Terrain pour les sites de commerce	Terrain à être répartie aux vendeurs sur la rue dans les milieux de marché naturel	Autorité appropriée pour le terrain	Répartition du terrain pour le commerce informel, son usage à être déterminé en

			consultation avec les org. des vendeurs
Accès aux sites de marché	Taux dans les sites de marchés moins chers	Autorités Municipales	Tous les commerçants informels d'avoir droits aux sites dans les marchés – redistribution des sites dans le marché pour abriter tous
Expulsions – général	Autorisation d'occuper l'espace publique	Govt. national et Admin. locale	Autorisation à travers les arrêtés municipaux
	Autorisation d'occuper l'espace privée	Propriétaire de terrain	Accord avec les propriétaires de terrain
Expulsion pendant la Modernisation	Participation des vendeurs dans les décisions concernant la distribution de site	Autorités Nationales et Municipales	Retour de vendeurs déplacés en attendant les accords signés dans des répartitions spatiales
Harcèlement	Stopper le harcèlement	Police et toutes les autorités	Respect pour les droits humains de vendeurs
Perte de marchandises	Retour de marchandises confisquées	Autorité qui a confisqué les marchandises	Retour de marchandises et l'autorisation de continuer avec la vente
Taxes / impôts	Règlement de taxes / impôts	Govt. National et administration locale	1. Taxes/impôts réglées 2. Taux convenus avec les organisations de vendeurs.
	Reduction de	Autorités	1.Reduction de

	taxes/impôts	Municipales	taxes / impôts  2. Taux convenus avec les organisations des vendeurs
Protection Sociale	Accès à la protection sociale	Gouvernement national	Protection Sociale Nationale d' être prolongée pour couvrir les vendeurs sur la rue
Participation dans des Consultations	Toutes décisions concernant la vente sur la rue doivent être prises avec la participation des vendeurs sur la rue	Govt. National et Administration Locale.	Création de forums de négociation pour toutes les décisions qui concernent les vendeurs sur la rue.
Provision de services	Espace d'emmagasinage, abri, eau, toilettes, électricité, éclairage, soin d'enfant, sécurité et services de propreté	Autorités Municipales	Services fournis pour les taux / impôts convenus
Pas d'exécution de lois (ou pas des lois)	Promulgation des arrêtés municipaux négociés, exécution de lois	Autorités Municipales	Les arrêtés municipaux négociés  Exécution de lois par les autorités
Intrusion Politique	Pas d'intrusion Politique	Govt National et Admin. Locale	Respect pour la liberté politique et droits démocratiques des tous les vendeurs de rue

## **REGISTRE: Différents niveaux de négociation**

<b>Affaire/Problème</b>	<b>Associé en Négociation</b>	<b>Forum/Niveaux de Négociation</b>	<b>Résultat Espéré</b>
-------------------------	-------------------------------	-------------------------------------	------------------------

Reconnaissance	Govt. national et centres syndicales	Forums impliquant le govt. et syndicats	Reconnaissance de représentant des org. des vendeurs de rue en négociations
Inscription	Cité govt.	Forums locaux	Étude puis établissement de système en créant les rapports à travers la licence, Carte d'Identité indiquant la site & occupation
Forums de négociation	Govt. de ville	Forum de groupes d'intérêt multi-partite y compris les reps de section/zone, les vendeurs sur la rue, reps de marché en voisinage	Création de forums de négociation au différent niveaux (voisinage, section, zone et pour la municipalité.)
Participation dans la prise de décision	Govt. local	Forums multilatéraux impliquant tous les groupes d'intérêt	1.Retour de vendeurs déplacés de sites de vente  2. Amélioration de conditions de travail
Consultation avec les vendeurs de rue	1. Govt. national 2. Admin. locale 3. Police	1.Govt. le Ministère concerné 2. Les autorités Régionales & Départementales 3. Commandant de Police de District	Participation constante des vendeurs dans les décisions qui les concernent, et respect de leurs droits humains
Espace publique et autorization	Autorités locales	1. Relation Bilatérale entre les vendeurs de rue et les	Autorisation d'occuper

pour vendre		<p>autorités municipales</p> <p>2. Forums Multipartites avec les législateurs, les Syndicats, les fonct. du conseil les vendeurs</p>	l'espace publique, et zones de vente distribuées
Espace pour vendre: moins surpeuplée	Admin. locale	Local (bilatéral)	<p>Différentes sortes des marchés</p> <p>(marché du soir, différents jours , etc.)</p>
Espace pour vendre: centre urbain	<p>Ministère de Dvlp. Urbain</p> <p>Autorité de Planification</p> <p>Police de la ville/route</p>	Forums Locaux/Provinciaux/Nationaux impliquant différents groupes d'intérêt	<p>Réservation des zones de vente dans les plans de développement de la ville</p> <p>Exécuter les plans existants, ou nouveaux plans</p>
Espace pour vendre: Site et service	Autorité de Planification et govt. de la ville	Bilatéral Local et Forums impliquant différents groupes d'intérêt	Marchés de dimanche, marchés aux puces, marchés d'expérience nouvelle
Accès au marchés	Propriétaire de marché et Municipal	Forums Multi-latéraux impliquant les fonctionnaires du Conseil, propriétaire de marché, vendeurs	Accès aux moyens d'acheter les sites dans les marchés
Taxes	Admin. locale	Bilatéral avec les législateurs et les Conseillers de l'admin. locale.	<p>1. Reduction de taxes</p> <p>2. Taxes Raisonnable</p> <p>3. Taxe</p>

			<p>négociée augmente</p> <p>4. Systèmes de paiement clairs et simples</p> <p>5. Amélioration de conditions de travail</p>
	Govt. national	Govt. national: négociations bilatérales	Contribution à la formalisation de travail des vendeurs de rue
	Syndicats et Conseils	Réunions Bilatérales avec les syndicates et les autorités décentralisées	Règlement de taxes
Stopper le harcèlement	Govt. national Admin. locale	Govt. national et admin locale et la police	Respect pour les droits humains des vendeurs de rue
	Autorités locales et la Police	Forums locaux impliquant la police (officiers locaux & chefs de police) et municipalité	<p>1. Fin de harcèlement</p> <p>2. PAS PLUS DE POT-DE-VIN</p> <p>3. Retour des marchandises confisquées</p> <p>4. Pas de harcèlement physique</p> <p>5. Relations avec la police améliorées</p>
Pots-de-vin	Membres	Réunion de membres de les	Refus de payer

	propre (internal)	pérsuader de demander leurs droits au lieu de payer les pots-de-vin	les pots-de-vin par les vendeurs
Amendes – demander les réçus	Police	Négociation Bilatérale avec la police	Relations avec la police améliorées
Normes d’Opération	Police et govt. de ville.	Forums locaux impliquant le govt de ville et de police avec les organizations des vendeurs	Les normes d’opérations mutuellement convenues
Politique et loi	1. Govt. au niveau national et/ou estatal (provincial)  2. Admin. locale pour la politique municipale	1. Politique de Forums tripartite ou multipartite  2. Politique de Forums Municipaux ou Comités du Conseil Exécutif local	Commission de nouvelle loi  Rapport sur status des vendeurs de rue  Politique Provisoire – Politique finale  Révision de lois  Exécution ou nouvelle loi
Aide Sociale et Protection Sociale	Ministères concernés, par ex.  Min. de Bien-être	Rencontre avec les Ministères nationaux ou estatals (ça dépend du pays)	Nouvelles lois et création de Corps  Faveur de besoin de la Santé et soins médicaux
Formation sur la création de revenue	Govt. et ONGs	Forums Multilatéraux impliquant les éducateurs de syndicat et ONGs en charge de la formation	Capabilité de vendeurs d’améliorer leurs revenus
Renforcement de pouvoir économique	Govt, Banques et Institutions de Micro-finance	Ministère concerné (govt.)  Niveau Administratif (banques et micro-finance)	Moyen de crédit disponible aux vendeurs de rue

Propreté et Sécurité	Govt. du Conseil et National	Sécurité/police et services de nettoyage du conseil ou Govt.	Conditions de vie et de travail améliorées
----------------------	------------------------------	--	--

## **Annexe G**

### **RÉUNION DE STREETNET INTERNATIONAL**

#### **NÉGOCIATION COLLECTIVE DANS L'ÉCONOMIE INFORMELLE**

#### **ET LOIS ET STRATÉGIES DE LITIGE POUR VENDEURS DE LA RUE**

à l'Hotel Royal Saly près du Dakar au Sénégal, le 26-30 mars 2007

## **CONCLUSIONS**

### **NÉGOCIATION COLLECTIVE DANS L'ÉCONOMIE INFORMELLE**

1. Problèmes rencontrés dans la représentation collective des membres dans l'économie informelle:
  - Pas de structure legale;
  - Pas des forums institutionaux pour des négociations;
  - Manque de représentation par les femmes;
  - Manque de continuité dans des structures du Conseil (pas de suivi après changement);
  - Manque de disponibilité de leaders/dirigeants (répugnance de prendre le temps libre pour peur de perdre son revenu);
  - Difficulté de supporter la confiance envers les membres.
  
2. Ces problèmes sont causés par des facteurs internes comme des faiblesses organisationnelles et le manque de compréhension des travailleurs dans l'économie informelle à propos de leurs droits et responsabilités comme travailleurs, et par les facteurs externes, y compris les suivants:
  - Manque de reconnaissance et protection des droits dans la loi;
  - Pénurie de main-d'oeuvre par les autorités publiques;
  - Attitude sociale envers des femmes et envers l'économie informelle;
  - Corruption;
  - Manipulation Politique;
  - Manque de continuité dans l'administration locale après les changements structurels ou politiques.

3. Stratégies de négociation collective étaient imaginées pour traiter avec les problèmes communs suivants:
  - Mise en place des sites du commerce;
  - Déguerpissements des rues;
  - Augmentations unilatérales d'impôts ou taxes;
  - Harcellement par les autorités;
  - Systèmes d'enregistrement pour les travailleurs dans l'économie informelle;
  - Sécurité sociale pour les travailleurs dans l'économie informelle.
4. Pour chaque problème, une **demande spécifique** est construite pour présentation dans des négociations collectives.
5. Dans ce secteur il n'y a pas de relation entre employeur et employé. Donc pour chaque demande, un **partenaire de négociation** approprié est identifié, c-à-d la partie à qui la demande sera présentée et qui a de l'autorité nécessaire de prendre des décisions à propos du problème. Il peut y avoir des différents partenaires de négociation qui doivent être approchés pour des différentes demandes, ça dépend de quelle autorité qui est responsable pour chaque problème (par ex. municipalité en ce qui concerne la répartition des sites de commerce, la police en ce qui concerne la confiscation des biens, etc.)
6. En plus, des **alliés potentiels** étaient identifiés et savoir qui devrait être sous pression pour soutenir les demandes des vendeurs de rue, par ex. les consommateurs, les résidents de la ville, les syndicats et les organisations des droits humains.
7. Pour chaque demande, il était déterminé quelle **niveau de négociation** pourrait être plus approprié, c-à-d négociations de niveau local avec des structures municipales différentes, ou négociations de niveau estatal ou national. Il était aussi déterminé là où des négociations bilatérales doivent se passer, et là où des forums multipartites impliquant des différents groupes d'intérêts pourrait être plus appropriés.
8. Pour assurer des procédés de négociation démocratique, les membres de nos organisations doivent être impliqués dans tous les procédés de négociation collective à travers des réunions générales pour la collection des mandats, et des réunions régulières de retour de rapport à propos du progrès trouvés dans les négociations.
9. Au cas où des négociations ne réussissent pas, les méthodes de pression qui sont régulièrement utilisées dans ce secteur, comme une dernière

ressort, de faire pression sur les autorités d'accepter aux demandes collectives sont les suivantes:

- rétention collective de paiements de taxe ou impôt;
- occupation des bureaux du Conseil;
- média et publicité de presse;
- litige dans des tribunaux ou Courts Suprêmes.

10. Le message central à toutes les autorités en est que toutes les décisions prises à propos des vendeurs de rue doivent être saisis dans le contexte des négociations appropriées avec leurs représentants démocratiquement élus. Au cas où les forums pour ces négociations n'existent pas, Ils seront obligés d'être mis en place en consultation avec les syndicats et les organisations des vendeurs de rue.

## **LOIS ET STRATÉGIES DE LITIGE POUR VENDEURS DE LA RUE**

### **LA LITIGE DEFENSIF**

Dans la plupart des pays, la constitution nationale protège les droits des tous les citoyens, y compris les vendeurs de rue. Pourtant, dans la plupart des pays il n'y a pas des lois pour la reconnaissance et protection des travailleurs dans l'économie informelle, y compris les vendeurs de rue. Bien qu'il ne peut y avoir des lois spécialement qui gouvernent et règle la vente sur la rue, il y a d'autres lois générales (comme lois de police) souvent utilisées contre les vendeurs de rue.

Ceci signifie que les organisations des vendeurs de rue se trouvent souvent obligées de défendre les droits de leurs membres dans la forme du litige défensif.

### **LA LITIGE PROACTIF**

Les vendeurs de rue peuvent, cependant, aussi proactivement instituer les cas qui sont bien sélectionnés pour créer des précédents litigés favorables qui peuvent aider à promouvoir les droits des autres vendeurs de rue. Le litige est habituellement utilisé comme une dernière ressort après des négociations collectives pour aboutir aux mêmes résultats qui ont échoués ou décomposés. Les cas doivent être acceptés selon leurs nécessités - quelque fois l'organisation doit essayer d'avoir des injonctions (jugements provisoires) pour le secours provisoire dans des situations vraiment désespérées.

Dans tous les litiges mis en place par les organisations, les membres doivent complètement s'impliquer à tous les niveaux, y compris:

- les membres décident collectivement à propos de quels cas faut-ils porter à la justice, après avoir être complètement conscient des toutes les implications;
- les membres décident quels avocats faut-ils utiliser, et quels arguments faut-ils utiliser en leur donnant des instructions - habituellement il est prudent d'utiliser les avocats réputés en question de favoriser les cas des droits des pauvres;
- les membres donnent des preuves comme de témoins au tribunal;
- les membres se présentent au tribunal pendant l'audience en nombres pour faire bien comprendre aux juges le sérieux de ces cas envers eux-mêmes et envers leurs familles;
- les réunions régulières doivent être convoquées pour donner le rapport aux membres concernant le progrès dans les cas, et décider sur la stratégie prochaine qu'ils doivent prendre après le jugement final;
- consulter toujours les membres avant de prendre n'importe quels accords en dehors du tribunal;
- produire des brochures ou bulletins en langues locales en résumant le processus des cas, pour but de les faire circuler aux membres;
- faire publier les jugements dans le média;
- quelque fois les fonds doivent être sollicités pour ces stratégies.

## **REFORME LEGAL**

Les Constitutions des pays comme le Ghana, l'Uganda, la Zambie, l'Afrique du Sud et le Népal garantissent les droits de leurs citoyens de gagner les moyens d'existence. La Constitution de l'Inde donne garantie des droits à ses citoyens de faire le commerce, et en Inde il y a une politique nationale concernant vendeuses et vendeurs de la rue. Les droits du travail et protection sociale sont habituellement définies dans la législation nationale, mais dans les pays comme la Mexique et l'Inde, des États (provincial) différents peuvent avoir les différentes législations qui gouverne ces problèmes - mais dans la plupart des pays cette législation n'a pas été prolongée auprès des travailleurs dans l'économie informelle. Le règlement d'espace du commerce informel est ordinairement administré à travers les arrêtés municipaux de l'administration locale. Quelque fois ces arrêtés municipaux sont administrés contre les droits constitutionnels des vendeuses et vendeurs de rue.

Les organisations participantes se sont résolues de combattre pour l'adoption des nouvelles lois, ou réforme des lois existantes, contenant les éléments suivants:

- reconnaissance des travailleurs informels (y compris les vendeurs de rue) comme travailleurs, et reconnaître leurs places de travail (par ex. les rues) comme leurs places de travail;

- spécification des droits constitutionnels de base des travailleurs de l'économie informelle (y compris les vendeurs de rue) qui sont protégés selon cette loi;
- reconnaissance formelle des organisations librement choisies des travailleurs dans l'économie informelle, et leurs représentants élus;
- représentation statutaire des travailleurs dans l'économie informelle au niveau du Conseil Local et au niveau national/Parlementaire;
- procédures de discussion formelle d'être invoquer quand les négociations dans les forums des discussions arrivent à l'impasse;
- définition claire du rôle des différents Ministères nationaux en ce qui concerne les travailleurs dans l'économie informelle;
- système de protection sociale pour les travailleurs dans l'économie informelle (y compris les vendeurs de rue).

Les participants de tous les pays ont développé une stratégie dont ils vont commencer de la mettre en vigueur dès qu'ils arrivent dans leurs pays. Tous les participants enverront leurs rapports de progrès au StreetNet avant la fin de mois de juin 2007 quant au progrès qu'ils ont fait en exécutant la stratégie qu'ils ont développés pendant cette réunion. Ces rapports de progrès seront présentés au Congrès International de StreetNet au Brésil en août 2007 comme le rapport de suite concernant cette réunion internationale.

### **PAYS REPRÉSENTÉS:**

Bénin

Inde

Ghana

Guinée

Kenya

Corée

Malawi

Mexique

Népal

Sénégal

Afrique du Sud

Uganda

Zimbabwe

Zambia